



«A quoi ressemblera le contenu
de nos assiettes en 2050?
Rapport de situation 2010»



«A quoi ressemblera le contenu
de nos assiettes en 2050?
Rapport de situation 2010»





Sommaire

4

Avant-propos	6
Résumé	7

Partie A: Situation de la production et du marché en 2010

A1 La production agricole en 2010	10
Figure 1: Température moyenne mensuelle de l'air (2006 – 2010).....	10
Figure 2: Précipitations mensuelles (2006 – 2010).....	11
Figure 3: Interdépendance entre les abattages de porcs et les prix à la production (2001 – 2010).....	12
Figure 4: Evolution des excédents de beurre et du prix du lait de centrale (2007 – 2010).....	14
A2 Les comptes économiques de l'agriculture	15
Tableau 1: Comptes économiques de l'agriculture (2000 – 2010).....	16
A3 Situation des revenus et rentabilité du capital dans l'agriculture	19
Figure 5: Evolution du revenu agricole et du revenu du travail (2000 – 2010).....	19
Tableau 2: Evolution du revenu agricole et du revenu du travail (2000 – 2010).....	19
Figure 6: Revenu du travail et salaires de référence (2000 – 2010).....	20
Tableau 3: Evolution de la rentabilité du capital (2000 – 2009).....	21



Partie B: A quoi ressemblera le contenu de nos assiettes en 2050?

B1 Comment se développent l'offre et la demande internationales de denrées alimentaires?	26
Figure 7: Evolution des terres arables (1962 – 2007)	26
Figure 8: Terres arables disponibles par habitant (1961 – 2007)	27
Figure 9: Evolution des terres arables mondiales et du rendement moyen (1961 – 2007).....	28
Figure 10: Répartition de l'eau douce dans le monde	28
Figure 11: Principaux investissements agricoles étrangers	29
Figure 12: Evolution de la population mondiale (1960 – 2050).....	30
Figure 13: Evolution de la consommation par habitant (1961 – 2003).....	31
Figure 14: Evolution de la consommation mondiale par habitant (1961 – 2003).....	32
Figure 15: Production, consommation, stocks et prix mondiaux de céréales (1980 – 2010).....	32
B2 Qu'en est-il de la situation alimentaire en Suisse?	33
Figure 16: Energie alimentaire consommée en Suisse et part de la production indigène (1980 – 2008)	34
Figure 17: Surface agricole utile et terres arables par habitant (1980 – 2009).....	35
Figure 18: Part des aliments pour animaux produits en Suisse, en matière sèche (1990 – 2008)	35
Tableau 4: Part des agents de production produits en Suisse	36
B3 Souveraineté alimentaire: quelle (in)dépendance voulons-nous et pouvons-nous assumer?	39
Figure 19: Les cinq axes de la souveraineté alimentaire.....	39

Annexe

Annexe 1: Approvisionnement en denrées alimentaires en Suisse (2008)	44
Annexe 2: Bibliographie Partie B.....	45

Impressum



Avant-propos

6

Un milliard de personnes souffrent de sous-alimentation et de famine dans le monde. L'eau se raréfie toujours plus dans plusieurs régions du monde, les sols agricoles se dégradent sous l'effet de la salinisation ou de la désertification, tandis que les caprices du climat se traduisent par des variations encore plus fortes des récoltes mondiales. A cela s'ajoutent la concurrence des biocarburants sur les cultures vivrières et des spéculations boursières imprévisibles. Conséquence: de nombreux pays industriels et émergents ont commencé à s'emparer de terres fertiles situées dans des pays en voie de développement. Ils espèrent ainsi assurer leur propre sécurité alimentaire en temps de pénurie.

L'année 2008 a montré à quelle vitesse la situation alimentaire pouvait empirer à l'échelle mondiale. Suite à de mauvaises récoltes, d'importantes matières premières agricoles ont vu leurs prix flamber, tandis que divers pays ont interdit les exportations de denrées alimentaires de base comme le riz, par souci d'assurer l'approvisionnement de leur propre population. Les personnes les plus pauvres dans le monde ont été les premières à en pâtir, car elles ont déjà du mal à se procurer de la nourriture à un prix normal. La reprise s'est toutefois aussi produite de façon aussi rapide que surprenante. Pourtant, pas plus tard qu'en 2010, la Russie interdisait à nouveau toutes exportations de céréales en raison de récoltes qui s'étaient révélées pires que prévu. Par conséquent, la question de savoir s'il sera possible de satisfaire les besoins en nourriture d'une humanité grandissante à l'avenir est d'une actualité plus brûlante que jamais. Les enjeux majeurs concernent les ressources limitées, amenées à devenir de plus en plus rares, comme l'eau et le sol, au même titre que les réserves tarissables d'engrais comme le phosphate.

En même temps, l'humanité ne cesse de croître et modifie aussi ses habitudes alimentaires: ceux qui ont plus d'argent consomment aussi davantage de produits d'origine animale. Or, les étapes de mise en valeur de la production animale requièrent de plus grandes surfaces de terres arables.

Nous, Suisses et Suissesses, nous avons les moyens de nous nourrir en toute sécurité pour l'instant. En effet, tout ce que nous ne pouvons ou que ne nous voulons pas produire nous-mêmes ici – puisque l'agriculture dans notre pays ne relève pas d'un choix économique mais politique –, nous pouvons toujours le faire venir des quatre coins de la planète en y mettant le prix nécessaire. Chez nous, il s'agit donc plutôt de savoir dans quelle mesure nous voulons être dépendants (ou rester indépendants) pour nous assurer notre pain quotidien. Le mot-clé qui revient souvent dans ce contexte, c'est la souveraineté alimentaire, tendant vers la concrétisation d'une politique agricole indépendante et durable.

Devons-nous craindre pour le contenu de nos assiettes à l'horizon 2050? C'est la question que soulève le titre du présent rapport de situation. Après avoir soupesé tous les facteurs d'influence, la réponse serait vraisemblablement «oui» pour un enfant déjà sous-alimenté, vivant dans un pays en voie de développement qui manque de tout. A l'opposé, un trentenaire suisse bien nourri qui aime la bonne table ne doit pas redouter outre mesure de vivre ses vieux jours comme un ascète malgré lui. Par contre, il aurait tout intérêt à réfléchir dans quelle mesure il souhaite influencer sur la production du contenu de son assiette. La condition, pour qu'il puisse exercer une influence directe, est qu'une partie substantielle de sa nourriture provienne de son propre pays, où il peut, en tant que citoyen et consommateur, avoir voix au chapitre concernant les conditions cadres de la production. Alors, aujourd'hui comme demain, oui aux plaisirs de la table, mais durables!

Hansjörg Walter
Président
Union Suisse des Paysans

Jacques Bourgeois
Directeur
Union Suisse des Paysans



Résumé

Le présent rapport de situation s'articule en deux parties: la partie A revient sur la production et le marché durant l'année agricole 2010 et s'intéresse aussi à la situation économique, c'est-à-dire aux revenus agricoles en 2009 et 2010. La partie B est consacrée à la situation alimentaire d'aujourd'hui et de demain. Elle se penche sur la question de savoir s'il y a lieu de se faire du souci pour le contenu de nos assiettes sur le moyen terme. Pour commencer, le chapitre B1 propose une analyse de la situation alimentaire mondiale et de l'évolution globale de l'offre et de la demande de matières premières agricoles. Ensuite, le chapitre B2 se penche sur l'approvisionnement en denrées alimentaires de la Suisse. La disponibilité des facteurs de production nécessaires ainsi que l'évolution de la demande sont aussi étudiées de plus près dans cette optique. Pour conclure, le chapitre B3 présente une analyse récapitulative et tente de savoir dans quelle mesure nous voulons et pouvons être indépendants sur le plan de l'approvisionnement en nourriture.

L'année 2010 a été marquée par un début de saison tardif et un temps inconstant et humide au printemps et à l'arrivée de l'été. Cela a rendu difficile la production de fourrage et diminué tant la quantité que la qualité des récoltes de blé. En revanche, l'automne ensoleillé accompagné de nuits fraîches s'est révélé idéal pour la maturation des cultures de fruits à pépins et de la vigne. De bonnes récoltes sont aussi attendues pour les betteraves sucrières et les pommes de terre. Alors que la production végétale a connu une année assez bonne dans l'ensemble, le bilan s'avère très contrasté dans la production animale, sauf pour la volaille. Le marché du bétail de boucherie a souffert d'une surproduction chronique et de prix planchers pour les porcs. Les efforts de l'Interprofession du Lait fondée l'année dernière, visant

à équilibrer l'offre et la demande de lait industriel, sont restés infructueux. La baisse de l'euro a aussi freiné les exportations de fromage. Les excédents de matière grasse et, partant, les stocks de beurre ont continué de s'accroître avec, pour corollaire, des prix à la production sans cesse sous pression. La valeur de la production agricole a reculé de 3,3% pour s'inscrire à 10,343 milliards de francs. La valeur ajoutée nette accuse même un repli de 9,2% et tombe à 1,653 milliard de francs. Les prévisions économiques de l'USP tablent sur une nouvelle baisse de 6% du revenu agricole en 2010. La baisse des intérêts rémunérant les fonds propres et la répartition sur un nombre moins important d'unités de main-d'œuvre familiale se soldent par un recul du revenu du travail de 1,4%.

Devons-nous craindre pour le contenu de nos assiettes à l'horizon 2050? Une partie du présent rapport de situation 2010 est consacrée à une réflexion approfondie sur cette problématique. Une analyse de la situation mondiale montre qu'il faudra redoubler d'efforts pour que l'agriculture puisse continuer de couvrir, aussi à l'avenir, des besoins en nourriture qui vont en croissant à un rythme rapide. Pour ce faire, il sera nécessaire de mieux protéger les terres agricoles fertiles, d'optimiser la consommation d'eau et d'engrais et d'exploiter les nouvelles possibilités techniques permettant d'accroître la production. En outre, une meilleure répartition des ressources et de la nourriture s'avère indispensable afin de lutter contre la faim dans le monde. Par ailleurs, les experts s'entendent pour dire qu'il y a lieu de s'attendre à de plus grandes variations des récoltes et, par conséquent, des prix à l'avenir.

A la différence d'un grand nombre de pays en voie de développement, la Suisse ne connaît aucun problème d'approvisionnement en

denrées alimentaires. Grâce à notre pouvoir d'achat élevé, nous pouvons aujourd'hui compléter l'offre indigène de produits alimentaires à volonté par des importations. En revanche, le pays n'échappe pas aux grandes tendances mondiales. En Suisse, le sol devient un bien rare, qui disparaît à grande échelle sous les constructions ou qui se voit sacrifié d'autres manières encore. Même le «château d'eau de l'Europe» a traversé plusieurs épisodes de sécheresse ces dernières années et, en Suisse aussi, les paysans doivent de plus en plus souvent irriguer leurs champs durant des périodes sèches. L'agriculture suisse dépend beaucoup de l'étranger pour divers agents de production, tels que les fourrages, les machines, les engrais et l'énergie. La même situation se présente d'ailleurs dans l'industrie, où une part non négligeable des agents de production (métaux, produits pétroliers) provient aussi de l'étranger. Depuis de nombreuses années, la Suisse affiche un taux d'autosuffisance assez stable d'environ 60% – ou de 54% après déduction des aliments fourragers importés. Le maintien de ce taux tient en premier lieu à des mesures de la politique agricole, telles que les paiements directs destinés à rétribuer les prestations d'intérêt public de l'agriculture ou la protection douanière. Le développement d'une agriculture compétitive au niveau international ne représente pas un objectif réaliste pour la Suisse, compte tenu du niveau de coût élevé prévalant dans le pays, de la topographie exigeante et de la rareté du sol. Pour préserver l'équilibre actuel de notre souveraineté alimentaire et ne pas accroître notre dépendance de l'étranger, il est nécessaire de poser de nouveaux jalons sur le plan politique et de faire converger toutes les mesures vers cet objectif. Nous avons les moyens d'y arriver!



Partie A
Situation de la production
et du marché en 2010





Partie A: Situation de la production et du marché en 2010

10

L'année 2010 a connu un démarrage tardif, le temps étant instable et humide durant le printemps et le début de l'été, ce qui a rendu plus difficile la production fourragère et réduit les quantités et la qualité du blé récolté. L'automne a par contre joui d'un bon ensoleillement s'accompagnant de nuits froides, un temps idéal pour la maturation des fruits à pépins et du raisin. On s'attend également à de réjouissantes récoltes de betteraves sucrières et de pommes de terre. Si la production végétale peut donc dans l'ensemble se targuer d'une année relativement bonne, le bilan de la production animale, volaille exceptée, est plus sombre. Le marché du bétail de boucherie a été caractérisé par une surproduction de porcs et par conséquent par des prix extrêmement bas. L'Interprofession du lait, créée l'année passée, n'a pas réussi à rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande de lait de centrale. La faiblesse

de l'euro a en outre provoqué un blocage au niveau des exportations de fromage. Les excédents de matière grasse et par ricochet les stocks de beurre ont continué à s'accumuler, ce qui a créé une pression constante sur les prix à la production. La valeur de la production agricole a reculé de 3,3% pour s'établir à 10,343 milliards de francs. La valeur ajoutée nette a même baissé de près de 9,2% et tombe à 1,653 milliard de francs. Le revenu de l'agriculture devrait connaître une nouvelle baisse en 2010, de 6%; c'est en tout cas ce qui ressort des estimations de l'Union Suisse des Paysans. Du fait de la diminution des intérêts sur les fonds propres ainsi que de la répartition du revenu sur un moindre nombre d'unités de main-d'œuvre familiale, le revenu du travail recule de 1,4%.

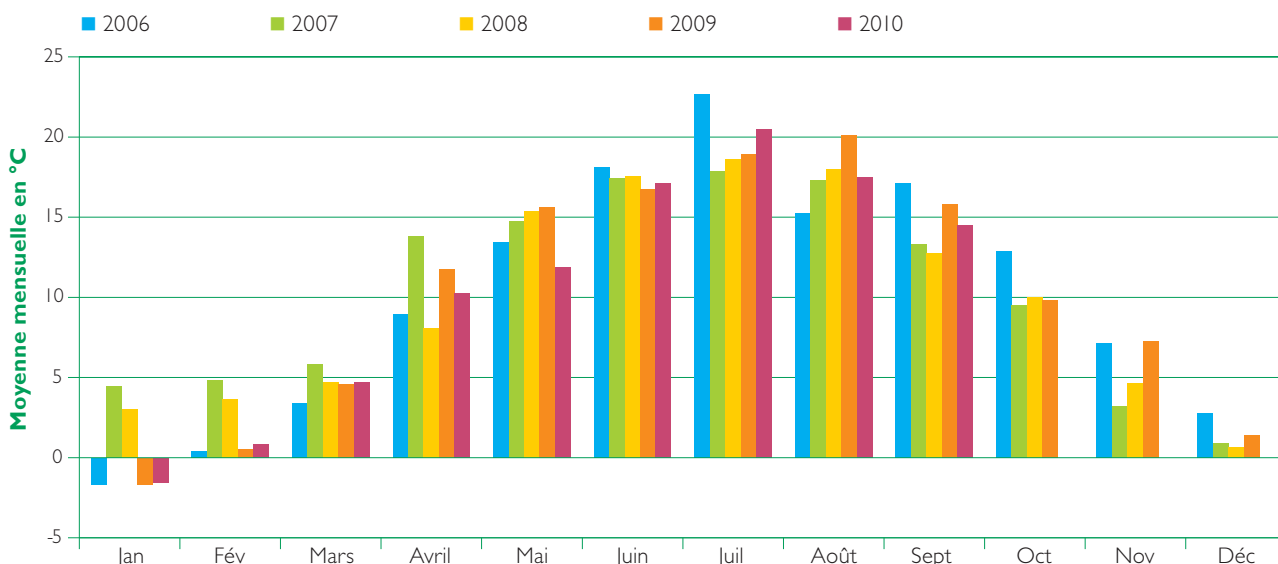
A I LA PRODUCTION AGRICOLE EN 2010

2010: des conditions climatiques extrêmes

Il est tombé beaucoup de neige durant l'hiver 2009/2010, qui a aussi été plus froid que les précédents. Les régions de montagne ont souffert du froid en mars, alors que durant la seconde moitié du mois, les régions basses ont connu des températures légèrement supérieures à la moyenne. Un temps très sec s'est imposé en Suisse occidentale dès le mois de mars, le reste de la Suisse suivant le mouvement en avril. Dans la vallée du Rhône et celles de la Vispa, au sud de Viège, les précipitations n'ont atteint que 10% de la quantité normale. Le 25 avril a été le premier jour vraiment estival de l'année. Les pluies ardemment espérées ont débuté en mai, mais pour

Figure 1: D'emblée plus fraîche que la normale, l'année n'aura connu que quelques journées caniculaires en juillet.

Températures moyennes par mois relevées par 7 stations sur le Plateau. Source: MétéoSuisse.





le malheur des agriculteurs, elles semblaient ne plus vouloir s'arrêter. Dans l'ensemble du pays, la première moitié de mai a été trop fraîche et trop pluvieuse (**Fig. 1**), soleil et chaleur ne revenant que vers la fin du mois. Une nouvelle et assez longue période maussade et pluvieuse a débuté dès la deuxième semaine de juin, puis, vers la fin du mois, l'été s'est installé complètement. La canicule a régné en juillet, la fin du mois étant de nouveau marquée par une période fraîche et pluvieuse. Quant au mois d'août, il a été un peu trop chaud, avec un faible ensoleillement dans la plupart des régions du pays, et il a en partie été nettement trop humide (**Fig. 2**). L'été a fait une courte réapparition à partir du 26 août, mais dès la fin du mois, le temps se faisait automnal, avec de premières neiges jusqu'à 1500 mètres. L'automne a en revanche été très ensoleillé, mais déjà avec des nuits froides.

Assez de fourrage pour un long hiver

Le bétail a pu être mis au pâturage dès le début avril et la récolte de fourrage a débuté fin mai dans les régions de plaine. Les pluies fréquentes, si elles ont favorisé la croissance du fourrage, en ont rendu la récolte difficile. Jusqu'en juillet, le manque de stabilité des périodes de haute pression a en effet contraint les paysans à jongler pour parvenir à récolter l'herbe à ensiler, le foin et le regain. A l'automne toutefois, granges et greniers à foin étaient remplis et prêts à servir pour un long hiver. Même situation dans les Grisons, qui avaient douloureusement souffert ces dernières années de la canicule estivale et de la pénurie de fourrages. Sur les alpages, l'été 2010 fera date, car il a été l'un des plus extrêmes dont on se souvienne. A une période froide et humide ont succédé la chaleur et la sécheresse de juillet. Puis l'arrivée des premiers frimas et des chutes de

neige à fin août a mis un terme prématuré à la saison d'estivage.

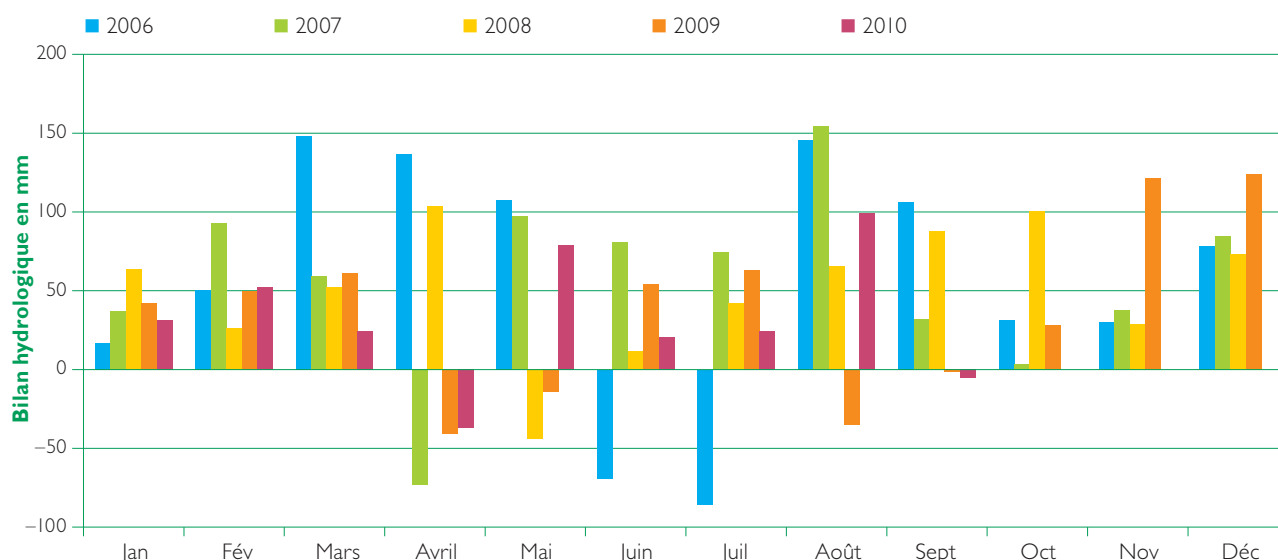
Récoltes céréalières inférieures à celles de 2009

En raison des conditions climatiques, la récolte de céréales a été nettement plus faible qu'en 2009. Il a été récolté 372 000 tonnes de céréales panifiables (-11% par rapport à l'année précédente), les cultures couvrant une surface totale de 84 205 hectares. Au début, la qualité des céréales était élevée, mais les précipitations qui se sont installées dans certaines zones de Suisse alémanique pendant la récolte ont entraîné une réduction massive du poids à l'hectolitre et une forte augmentation de la germination sur pied. En revanche, les taux de protéines et de gluten humide de la récolte 2010 sont supérieurs à ceux de l'année précédente. Toutefois, la filière n'est pas parve-



Figure 2: L'année 2010 a été une année humide: le mois d'avril est le seul avec un net manque de précipitations.

Bilans hydrologiques (précipitations après déduction de l'évaporation) de 7 stations sur le Plateau. Source: MétéoSuisse.





nue à s'entendre sur un prix indicatif pour les céréales panifiables. Quant à la quantité de blé fourrager, elle a une nouvelle fois baissé, de 5%, s'établissant à 111 000 tonnes. Étant donné que la demande est soutenue et qu'il a fallu importer de grandes quantités, cette situation est regrettable. Les surfaces de culture d'orge ont, elles aussi, poursuivi leur recul et la récolte n'a atteint que 177 000 tonnes (-8%). On enregistre toutefois de bons poids à l'hectolitre.

Colza

La surface de colza a progressé de 1% et atteint 21 700 hectares; toutefois, la récolte a connu un léger tassement par rapport à l'année d'avant (65 500 tonnes, soit -1%) du fait de rendements moins élevés.

Bonne récolte de pommes de terre

Alors que l'année passée, la surface des cultures de pommes de terre s'était une première fois stabilisée, elle a à nouveau perdu 2,9% cette année, s'établissant à 10 889 hectares. Comme le préconisait la filière, la surface des cultures de variétés comestibles a diminué au profit des variétés destinées à l'industrie. Le rendement prévu est de 358 kilos de pommes de terre comestibles par are, soit 4% de plus que la moyenne des cinq dernières années, mais 18% de moins qu'en 2009, année record. Une pénurie semble se dessiner dans le domaine des variétés fermes à la cuisson. La qualité tant interne qu'externe est bonne, avec pour seule fausse note des teneurs en amidon en partie trop faibles pour la marchandise destinée à l'industrie. Les prix à la production

de la plupart des variétés sont légèrement supérieurs à ceux de l'année précédente.

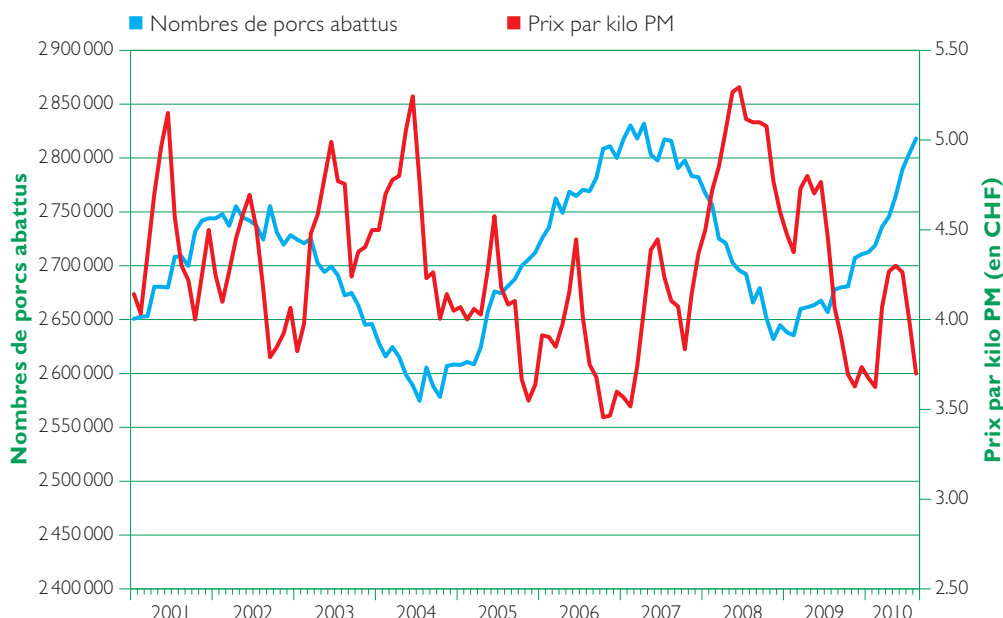
Baisse du quota de betteraves sucrières

L'année 2009, qui faisait suite à deux excellentes années sucrières, a fourni une récolte record de 275 000 tonnes. Pour éviter de laisser se développer à l'infini cette montagne de sucre, le quota pour 2010 a été réduit de 10% et fixé à 210 000 tonnes. Si l'on fait abstraction de la sécheresse qui a frappé certaines régions de Suisse occidentale en juillet et en août, toute la période de végétation a connu de bonnes conditions, ce qui a favorisé la croissance et maintenu à bas niveau la pression des maladies. Du fait d'un automne splendide, les teneurs en sucre ont pris l'ascenseur, si bien qu'on attend un léger dépassement du quota 2010.

Produits maraîchers: retour à l'équilibre après une année record

Le temps doux et favorable à la croissance de l'automne 2009, associé à l'absence de gel, a entraîné de fortes récoltes de légumes de garde. Grâce à un nouvel hiver plus froid que la moyenne, le niveau des ventes a été réjouissant. Pour les cultures maraîchères, les conditions de croissance du printemps et du début de l'été n'ont pas été aussi excellentes que l'année précédente. Les conditions météorologiques extrêmes ont provoqué des arrêts de croissance tant dans les cultures en plein champ que sous serre, ce qui se traduit par une baisse des récoltes. Il a en outre fallu retarder, voire reporter certaines récoltes, ou alors les récoltes se chevauchaient. Par conséquent, l'approvisionnement du marché a été irrégulier et il a fallu compenser les fluctuations par des compléments d'importation. En revanche, les prix ont progressé par

Figure 3: Interdépendance entre les abattages (cumulés) de porcs et les prix à la production. Sources: USP, Proviande.





rapport à l'année précédente, mais la hausse a toutefois été freinée par la force du franc suisse et par les bas prix d'importation qui en découlent. L'arrivée de nouveaux protagonistes sur le marché de détail suisse a encore accentué la pression sur les prix. En raison de conditions météorologiques plutôt sèches, on s'attend à des récoltes d'oignons et de carottes inférieures à celles de l'année passée.

Recul attendu de la production fruitière

On estime la récolte de pommes de table à 92 300 tonnes, soit 23% de moins qu'en 2009, une année excellente. C'est une des récoltes les plus faibles de ces dernières années. Avec 12 000 tonnes, la récolte de poires devrait, elle aussi, être assez modeste. Cette faible récolte s'explique par les conditions météorologiques extrêmes durant la période de végétation, qui se sont traduites négativement au niveau de l'évolution des fruits, ainsi que par les fluctuations naturelles du volume des récoltes (alternance). Toutefois, le temps d'automne idéal nous promet des fruits d'excellente qualité. Par rapport à l'année précédente, la surface des cultures est restée stable. La récolte 2009 ayant quelque peu dépassé la demande, la filière s'attend maintenant à une certaine normalisation du marché.

Vers un bon millésime

Les vignes n'ont commencé à croître qu'en avril. Durant la floraison, le temps était froid et humide, donc pas tout à fait idéal. Il y a eu de la coulure ainsi que du millerandage. Contrairement à celles de Suisse orientale, les vignes de Suisse occidentale n'ont dans l'ensemble pas été victimes du mildiou. L'oïdium a été présent sporadiquement, selon les conditions météorologiques. Cette

année, la grêle n'a fait que peu de dégâts. Les vignes ont par contre partiellement souffert de la sécheresse de juillet. L'automne sec et ses nuits fraîches ont créé des conditions idéales pour la maturation du raisin. C'est pourquoi les vignerons se préparent à vendre un raisin d'excellente qualité, même si les quantités seront légèrement moindres que l'an passé. Les vendanges ont commencé début octobre.

Des vaches pour moins de 3000 francs

Le marché du bétail de rente a été mis sous pression durant l'année écoulée, et cela pour trois raisons. La première, c'est la suppression au 1er janvier des contributions directes de la Confédération pour les bêtes exportées. La deuxième, c'est la dégringolade de l'euro, qui est passé de 1.50 à 1.30 francs, ce qui a renchéri le prix des vaches suisses. La troisième, c'est la retenue dont ont fait preuve les producteurs de lait; en raison de la baisse du prix du lait, ils ne veulent déboursier qu'un minimum pour le bétail de rente. Au printemps déjà, le prix moyen d'une vache laitière était inférieur à 3000 francs. Si le prix a légèrement augmenté en été, il a de nouveau baissé par la suite, passant même à un niveau inférieur à celui du printemps. Alors qu'en 2009, 5779 animaux avaient été exportés avec le soutien de l'Etat, le nombre d'animaux exportés n'atteignait que 226 à fin août 2010. La demande existe, mais le faible cours de l'euro fait que les prix suisses sont trop élevés. Seules quelques bêtes d'excellence ont trouvé le chemin de l'étranger.

Pénurie de vaches de réforme

La transformation de vaches de réforme a été du même ordre d'importance que l'année précédente et le marché s'est comporté de manière relativement stable; au début

de l'année, les vaches T3 se négociaient à 6.60 francs par kilo PM. En raison de l'insécurité qui caractérise actuellement le marché du lait, seules très peu de vaches ont pris le chemin de l'abattoir. Du fait du manque de vaches et parce que le prix des taureaux avait baissé, on a tué davantage de taureaux et certaines parties des carcasses ont été acheminées vers le canal de la transformation. La faiblesse de l'offre de vaches, combinée à la fermeté de la demande, a entraîné une hausse considérable des prix vers fin juin. Des débloquages d'importations ont permis de calmer le marché et les prix se sont alors stabilisés, retrouvant leur niveau initial. Ce n'est qu'avec la désalpe, à la mi-septembre, qu'une certaine pression sur les prix a été ressentie.

Davantage de bétail d'égal, moins de bétail de transformation

Le marché du bétail d'égal a connu de fortes fluctuations, mais en moyenne, les quantités et les prix correspondent à ceux de l'année passée. Les recettes des engraisseurs sont restées pratiquement inchangées. Peu avant Nouvel An, le marché était équilibré et l'année débutait avec une demande réjouissante; il s'est cependant effondré dans la deuxième quinzaine de janvier en raison d'une offre excédentaire. Le creux de la vague a été atteint vers la fin février, avec 7.90 francs par kilo PM. Des promotions ont permis de relancer les abattages et de faire remonter les prix. Vers Pâques, l'offre à nouveau pléthorique a provoqué une nouvelle baisse des prix. Le mauvais temps du début de l'été a favorisé la consommation de viande de bœuf au détriment de celle de porc et le marché du bétail d'égal a profité du manque de vaches. Les prix ont par la suite progressivement augmenté, le début de la saison d'estivage accentuant encore ce mouvement.





Fortes fluctuations du prix des veaux

Les fluctuations saisonnières du marché des veaux d'étal se sont aussi fait sentir cette année, mais la chute habituelle des prix vers Nouvel An a été extrêmement marquée. En six semaines, l'offre croissante et une demande fléchissante ont fait chuter le prix des veaux d'étal T3 de 15.70 francs par kilo PM à 13.00 francs. La viande de veau assaisonnée destinée à la restauration, importée hors contingent à un taux modeste de 6.38 francs par kilo seulement, a contribué à cette mauvaise situation. Des campagnes promotionnelles réalisées vers Pâques ont provoqué une brève embellie, puis le prix s'est effondré à 11.70 francs par kilo PM. Pour autant, le marché a pu se contenter d'une seule et modeste campagne de stockage. Du fait de la faiblesse de l'offre, les prix sont remontés dès le début du mois d'août pour atteindre 14.50 francs par kilo PM à fin septembre. L'augmentation des importations de viande assaisonnée bon marché est préoccupante, car elle a mis la production indigène sous pression.

panne, car elle a mis la production indigène sous pression.

Excédent de porcs de boucherie

Comme l'année précédente, les prix des porcs ont baissé en début de cette année, mais cette fois-ci la baisse a été encore plus prononcée (Fig. 3), car la demande était faible et les ventes hésitantes. Début mars, la situation s'est normalisée, l'offre et la demande s'équilibrant. L'accroissement du nombre d'abattages en prévision de la saison des grillades aidant, les prix ont atteint leur plus haut niveau vers la fin d'avril, avec 4.30 francs par kilo PM, ce qui reste toutefois un franc sous le prix payé l'année passée. La longue période de froid et d'humidité qui a marqué le début de l'été a été très néfaste pour le marché de la viande de porc. L'offre et les stocks élevés faisant face à une demande insuffisante, l'écoulement a été difficile. Avec l'arrivée des vacances d'été, la pression sur les prix s'est faite plus forte.

En dépit de campagnes promotionnelles attrayantes, les ventes restaient nettement en deçà des attentes. De janvier à fin juillet, la production de porcs a augmenté de 6,1% par rapport à l'année précédente, soit de 8000 tonnes, ce qui a fait redescendre les prix à 3.40 francs par kilo PM en octobre.

Davantage de porcelets

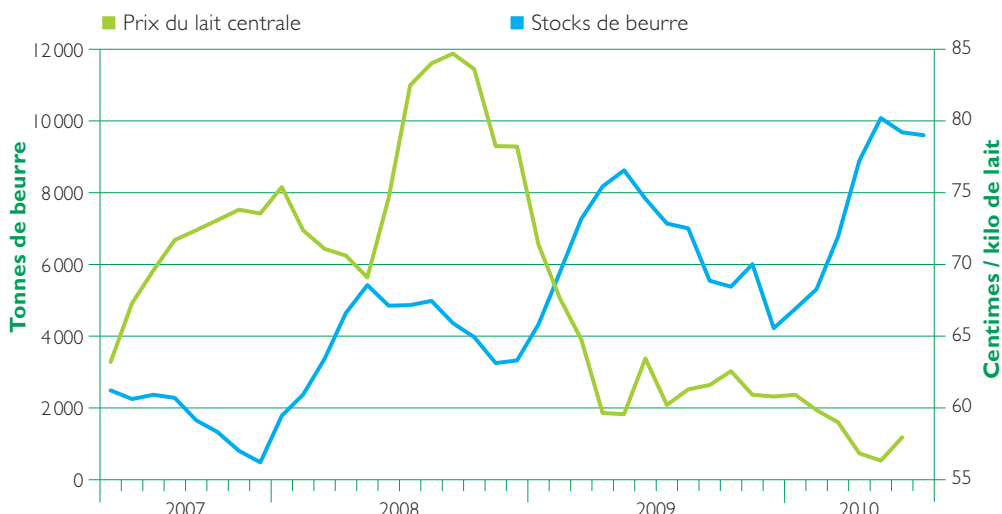
En début d'année, le marché des gorettes se présentait bien, mais à plus d'un franc sous le prix de l'année précédente. Comme d'habitude, les prix ont progressé jusqu'en mars et sont restés stables à 7.40 francs par kilo de poids vif jusqu'en avril. Puis le marché a versé, la demande diminuant et la production étant à la hausse. Les excédents sont restés moyens à importants jusque vers début août, si bien que le prix des gorettes vivantes pris en charge à la porcherie s'est constamment érodé et a baissé jusqu'à 4.00 francs par kilo de poids vif. Malgré une brève accalmie, les excédents n'ont jamais pu être entièrement résorbés, si bien que les prix ont continué à baisser.

Baisse de la demande d'agneaux

La production indigène d'agneaux pour la boucherie a baissé de 5,1%, mais cette baisse n'a pas suffi face à une demande fléchissante; leur prix a enregistré une nette baisse par rapport à l'année précédente. La viande d'agneau disparaît progressivement de notre assiette et a enregistré une nouvelle baisse qui, cumulée sur les dix dernières années, atteint 6,5%. Une embellie passagère est arrivée à Pâques avec une légère reprise au niveau des prix. Début juillet, le prix des agneaux T3 a atteint 10.50 francs par kilo PM. Dès la mi-août, avec le retour des animaux estivés, les prix ont repris leur désescalade et, vers fin septembre, ils étaient inférieurs d'environ 70 centimes à ceux de l'année précédente.

Figure 4: Evolution des excédents de beurre et du prix du lait de centrale.

Sources: TSM Sàrl, Observation du marché OFAG.





Poulet suisse toujours apprécié

La production indigène de poulets poursuit quant à elle sa progression. Durant le premier semestre, on a mis en production 4% de poussins supplémentaires. Les consommateurs suisses n'ont eu aucun problème pour avaler cette production additionnelle. Par habitant, les Suisses ont mangé 10,7 kilos de volaille en 2009, soit seulement 100 grammes de moins qu'ils n'ont mangé de viande de bœuf. Cette tendance à manger de plus en plus de volaille, constatée dans une grande partie de l'Europe, semble donc se confirmer en Suisse aussi. La production indigène couvrant encore à peine 50% de la demande totale des consommateurs suisses, son potentiel de croissance reste très important.

Progression de la production d'œufs

Après une hausse de la production en 2009 (+5%), les ventes d'œufs indigènes ont encore enregistré une progression en 2010 (+4% jusqu'au mois d'août). La production s'oriente toutefois de plus en plus en fonction des pointes de consommation, ce qui accentue le déséquilibre durant les périodes de consommation «plus calmes». L'évolution des ventes d'œufs par habitant est réjouissante, car avec 187 œufs en 2009, la consommation, à la baisse depuis longtemps, est repartie à la hausse.

Production laitière: constamment élevée

L'Interprofession du lait (IP Lait) a entamé l'année 2010 avec Markus Zemp comme nouveau président. Mais la situation du marché du lait est restée critique en raison d'une production constamment élevée et de l'accumulation des excédents. L'IP Lait n'a pas réussi à imposer une réglementation quantitative valable en cours d'année. Offi-

ciellement, elle a bien baissé l'indice quantitatif du lait de centrale de 3,6%, mais cette mesure n'a pas eu le moindre effet mesurable sur le volume de production. Durant le premier semestre 2010, les livraisons ont même connu une légère hausse par rapport aux années précédentes. Se basant sur des perspectives légèrement meilleures sur les marchés internationaux, l'IP Lait a relevé le prix indicatif de 62 à 65 centimes par kilo pour le troisième trimestre. Selon le rapport de l'OFAG sur la production de lait, le prix indicatif de 62 centimes n'a en moyenne pas été réalisé. La faiblesse de l'euro a encore exacerbé les problèmes du marché suisse du lait. Après un bon premier trimestre, les exportations de fromage ont été à la peine dès le deuxième trimestre, alors que les fromages importés de l'UE devenaient au contraire toujours meilleur marché. En juin, on a même importé davantage de fromage qu'il n'en a été exporté. A fin mai, les stocks de beurre dépassaient pour la première fois la barre des 10 000 tonnes (**Fig. 4**).

Par la suite, les représentants des producteurs ont tenté, par l'intermédiaire de la motion Aebi, d'obtenir que la gestion des volumes de lait soit déléguée à la Fédération des Producteurs Suisses de Lait. Lors de sa session d'automne, le Conseil national a approuvé la motion, bien que le Conseil fédéral ait proposé de la rejeter. Parallèlement, l'IP Lait abandonnait dès septembre la gestion des volumes au profit d'une segmentation des prix. A défaut d'une gestion efficace des quantités, le prix du lait de centrale continuera de baisser et de se rapprocher du prix du lait pratiqué dans les pays de l'UE. Il ne reste donc qu'à espérer une nouvelle amélioration des marchés internationaux, scénario apparemment pas complètement irréaliste,

comme en témoigne la remontée des prix des produits agricoles sur le marché mondial ainsi que la perspective de marchés volatils.

A2 LES COMPTES ÉCONOMIQUES DE L'AGRICULTURE

En 2010, la valeur de la production agricole est estimée à 10,343 milliards de francs selon l'Office fédéral de la statistique. Ce sont 3,3% de moins que l'année précédente. Les animaux et les produits animaux représentent 46,6% de ce total, les plantes et les produits végétaux 43,6%. Les 9,8% restants proviennent des services agricoles et des activités secondaires non agricoles (**Tab. 1**).

S'agissant des prix des produits végétaux, la stabilité règne. Toutefois, en raison de rendements médiocres et de surfaces de grandes cultures décroissantes, la valeur de la production a baissé par rapport à l'année précédente. La production de betteraves sucrières est victime de son succès: plusieurs années consécutives d'excellentes récoltes ont entraîné une réduction de la quantité contractuelle, respectivement la baisse du prix indicatif. Globalement, la production végétale accuse une baisse de 4,4% par rapport à 2009. Quant à la production animale, elle souffre une nouvelle fois des rapports malsains sur les marchés du lait et du porc. En revanche, le marché de la viande de bœuf et celui des veaux se portent bien. Pour la production de volaille, 2010 est aussi une bonne année, mais la production d'œufs, qui était en hausse constante depuis quelques années, commence à montrer des signes de saturation. Globalement, la production animale accuse une baisse de 3,3%.



Tableau 1 : La valeur de la production agricole a baissé de 3,3% en 2010, atteignant 10,343 milliards de francs.

Comptes économiques de l'agriculture (2000 – 2010); en millions de francs arrondis. Sources: OFS, USP.

Rubriques	2000	2005	2009	2010 ^a	Variation en %		
					2000 – 2010 ^b (période)	2000 – 2010 ^b (par année)	2009 – 2010 ^c (par année)
Compte de production							
Céréales	620	448	388	370	-45,3	-4,5	-4,7
dont: Blé, seigle	361	263	250	241	-38,9	-3,9	-3,9
Plantes industrielles	263	285	274	242	-15,8	-1,6	-11,9
dont: Oléagineux	66	88	83	80	11,9	1,2	-3,5
Betteraves sucrières	166	155	160	127	-30,1	-3,0	-21,0
Plantes fourragères	1 351	1 348	1 243	1 204	-18,3	-1,8	-3,1
dont: Maïs fourrager	164	171	161	162	-9,5	-1,0	0,6
Produits maraîchers et horticoles	1 332	1 270	1 509	1 488	2,3	0,2	-1,4
dont: Légumes frais	468	530	650	608	18,9	1,9	-6,6
Plantes et fleurs	864	740	859	880	-6,6	-0,7	2,4
Pommes de terre	207	177	191	167	-25,9	-2,6	-12,3
Fruits	643	496	592	535	-23,7	-2,4	-9,6
dont: Fruits frais	365	283	343	298	-25,2	-2,5	-13,1
Raisins	278	214	249	237	-21,9	-2,2	-4,8
Vins	438	413	473	458	-4,2	-0,4	-3,3
Total production végétale	4 883	4 466	4 720	4 513	-15,3	-1,5	-4,4
Animaux	2 529	2 425	2 578	2 496	-9,6	-1,0	-3,2
dont: Bovins	1 190	1 177	1 273	1 247	-4,0	-0,4	-2,1
Porcins	1 083	975	1 009	950	-19,6	-2,0	-5,9
Volailles	183	206	239	245	22,7	2,3	2,4
Produits animaux	2 753	2 524	2 402	2 319	-22,8	-2,3	-3,5
dont: Lait	2 569	2 336	2 198	2 114	-24,6	-2,5	-3,8
Œufs	178	180	198	202	3,8	0,4	2,0
Total production animale	5 283	4 949	4 980	4 814	-16,5	-1,6	-3,3
Production de services agricoles	560	638	653	651	6,6	0,7	-0,4
Activités secondaires non agricoles (non séparables)	358	294	342	364	-6,8	-0,7	6,6
dont: Transformation de produits agricoles	187	194	208	208	2,0	0,2	0,0
Total production de la branche agricole (a)	11 084	10 347	10 695	10 343	-14,5	-1,4	-3,3

Tableau I (suite)

Rubriques	2000	2005	2009	2010 ^a	Variation en %		
					2000 – 2010 ^b (période)	2000 – 2010 ^b (par année)	2009 – 2010 ^c (par année)
Compte de production							
Total production de la branche agricole (a)	11 084	10 347	10 695	10 343	-14,5	-1,4	-3,3
Consommation intermédiaire (b)	6 254	6 264	6 590	6 465	-5,2	-0,5	-1,9
dont: Semences et plants	343	304	337	340	-9,1	-0,9	0,9
Energie et lubrifiants	402	433	457	490	11,7	1,2	7,1
Engrais et amendements	142	184	244	230	48,5	4,9	-6,0
Produits de protection des cultures et antiparasitaires	133	126	126	124	-13,9	-1,4	-1,0
Vétérinaire et médicaments vétérinaires	161	181	206	204	16,1	1,6	-1,0
Fourrages	2 873	2 675	2 710	2 592	-17,3	-1,7	-4,3
Entretien des machines et appareils	381	462	499	494	19,1	1,9	-1,0
Entretien des bâtiments	121	189	191	188	42,3	4,2	-1,5
Services agricoles	560	638	653	651	6,6	0,7	-0,4
Valeur ajoutée brute aux prix de base (c=a-b)	4 830	4 083	4 105	3 878	-26,4	-2,6	-5,5
Consommation de capital fixe (d)	1 989	2 155	2 284	2 225	2,5	0,3	-2,6
dont: Biens d'équipement	1 009	1 077	1 179	1 153	4,7	0,5	-2,2
Constructions	872	954	974	941	-1,1	-0,1	-3,4
Valeur ajoutée nette aux prix de base (e=c-d)	2 842	1 929	1 821	1 653	-46,7	-4,7	-9,2
Rémunération des salariés (f)	1 166	1 193	1 253	1 259	-1,0	-0,1	0,5
Autres impôts sur la production (g)	107	141	139	140	20,1	2,0	0,7
Autres subventions (h)	2 220	2 571	2 837	2 926	20,8	2,1	3,2
Revenu des facteurs (i=e-g+h)	4 955	4 359	4 518	4 439	-17,9	-1,8	-1,8
Excédent net d'exploitation / Revenu mixte (j=e-f-g+h)	3 788	3 165	3 266	3 180	-23,1	-2,3	-2,6
Compte du revenu d'entreprise							
Fermages (k)	209	201	203	203	-10,9	-1,1	0,0
Intérêts à payer (l)	212	211	234	243	5,0	0,5	3,6
Intérêts à recevoir (m)	35	11	12	11	-71,8	-7,2	-10,7
Revenu net d'entreprise (n=j-k-l+m)	3 403	2 764	2 840	2 744	-26,1	-2,6	-3,4
Éléments du compte de capital							
Formation brute de capital fixe (o)	1 658	1 535	1 540	1 513	-16,3	-1,6	-1,7
Formation nette de capital fixe (p=o-d)	-331	-620	-744	-711			
Variations des stocks	21	30	42	-13			
Transfert en capital	106	104	108	112	-3,2	-0,3	4,1
Compensation nette de la TVA	-54	-73	-75	-76			

a estimation b en %, rubrique prix courant à pouvoir d'achat constant pondéré ISPC (mai 2000 = 100) c en % aux prix courants



Au cours des dernières années, les recettes des services agricoles et des travaux à façon (p.ex. semis et récoltes) ont continuellement augmenté. Il en va de même de la valeur des activités secondaires non agricoles et non séparables, comme la transformation de fruits à cidre, de viande ou de lait sur l'exploitation même ou la fourniture de services tels que l'entretien des bordures de route et du paysage, la garde d'animaux en pension (chevaux) et l'accueil de touristes («Aventure sur la paille»).

Toujours selon les estimations, l'achat de fourrages devrait atteindre les mêmes quantités que l'année précédente, mais à des prix nettement inférieurs. L'évolution des prix des matières premières (notamment les céréales fourragères et le soja) est actuellement très incertaine. L'approvisionnement en fourrages grossiers étant une nouvelle fois bien assuré, les prix ont légèrement baissé. Ainsi, les coûts de production des aliments fourragers consommés au sein de l'exploitation devraient aussi baisser. Ce poste est une contre-écriture de la valeur de la production.

Après avoir baissé en 2009, les prix des produits pétroliers sont repartis à la hausse en 2010, de sorte que les frais d'énergie et de lubrifiants ont augmenté de 7,1% par rapport à l'année précédente. Après le fort renchérissement des engrais en 2008, les prix sont en baisse depuis 2009. On peut donc à nouveau acheter de plus grandes quantités. Par contre, les coûts des semences et des plants ont augmenté. On estime par ailleurs qu'étant donné les cheptels actuels, la demande de soins vétérinaires et de médicaments devrait rester plutôt élevée. Toutefois, le prix de la consommation intermédiaire a quelque peu baissé. Les frais de maintenance des machines, des appareils et des bâtiments, ainsi que les dépenses pour d'autres biens et services sont également en léger recul. Cela s'explique d'une part par le fait que les exploitants agricoles hésitent à investir dans des travaux de maintenance, et d'autre part par une légère baisse des prix de la consommation intermédiaire.

La baisse des dépenses occasionnées par la consommation intermédiaire (-1,9%) n'a cependant pas suffi à compenser la perte

de valeur de la production agricole (-3,3%). Ainsi, en 2010, la valeur ajoutée brute a baissé de 5,5%, atteignant 3,878 milliards de francs.

Vu que les amortissements sont évalués au prix d'acquisition (valeur de remplacement), l'évolution des prix des biens d'investissement joue un rôle important. Après plusieurs années de hausse, on s'attend cette année à une baisse des prix des constructions et des équipements (véhicules et machines).

La valeur ajoutée nette se monte à 1,653 milliard de francs, soit une baisse d'environ 9,2%. Pour obtenir le revenu net d'entreprise, il faut encore déduire de la valeur ajoutée nette d'autres coûts de production (p.ex. salaires et frais liés aux intérêts de fermage ou de prêt bancaire), puis ajouter la redistribution financière au bénéfice de l'agriculture. En 2010, le revenu net d'entreprise se monte à 2,744 milliards de francs, soit une baisse de 3,4% par rapport à l'année précédente. Indexé au pouvoir d'achat, le revenu net a baissé de 2,6% par an de 2000 à 2010, pour un total de 26,1%.

Dépouillement centralisé des données comptables

La station de recherche AGROSCOPE Reckenholz-Tänikon ART analyse chaque année la comptabilité de plus de 3000 exploitations agricoles selon des critères harmonisés. Ces données fournissent une base fiable pour observer et évaluer la situation économique des exploitations, leur développement, ainsi que la situation des revenus des familles paysannes. Dans le cadre du dépouillement, chacune de ces exploitations de référence est représentative de toute une série d'exploitations similaires. De par la pondération et l'agrégation des résultats obtenus, ces quelque 3400 exploitations de référence présentent une image fidèle de la situation de près de 50000 exploitations en Suisse, soit de plus de 90% de la production agricole.

Le revenu agricole correspond au résultat d'entreprise généré par l'exploitation agricole: il sert à rétribuer le travail de la main-d'œuvre familiale et à rémunérer les fonds propres investis dans l'exploitation. Le revenu agricole se calcule en déduisant tous les coûts réels de la prestation brute totale de l'exploitation.

Si l'on déduit encore du revenu agricole le montant (calculé) équivalant à la rémunération des fonds propres, il en résulte le revenu du travail des unités de main-d'œuvre familiale. Ce calcul part de l'hypothèse que les fonds propres investis dans l'exploitation pourraient aussi être placés ailleurs et rapporter des intérêts. Il s'agit donc d'une grandeur purement calculée, qui se fonde sur un taux d'intérêt supposé. C'est le taux d'intérêt moyen des obligations de la Confédération à dix ans qui est utilisé à cet effet (2009: 2,220%, janvier-août 2010: 1,690%).

A3 SITUATION DES REVENUS ET RENTABILITÉ DU CAPITAL DANS L'AGRICULTURE

Après le développement, au chapitre précédent A2, présentant les résultats des comptes économiques de l'agriculture dans le contexte macroéconomique, le présent chapitre A3 s'intéresse aux revenus agricoles sous l'angle des exploitations prises à titre individuel. La comparaison entre le revenu du travail agricole et le revenu des autres économiques comparable rend compte d'un écart considérable entre l'agriculture et le reste de l'économie: les paysans en région de plaine gagnent environ 30% de moins, ceux des régions de montagne tout juste la moitié des salaires comparables hors de l'agriculture. La dernière décennie s'est écoulée sans réelle amélioration de la situation, tandis que l'évolution récente laisse craindre une détérioration supplémentaire des revenus. Les résultats insuffisants ont aussi des effets négatifs sur la rentabilité du capital. Moins de 20% des exploitations parviennent à obtenir

Figure 5: Evolution du revenu agricole et du revenu du travail.

Sources: Dépouillement centralisé des données comptables, Rapport de base 2009, ART Tännikon. Estimation 2010: USP.

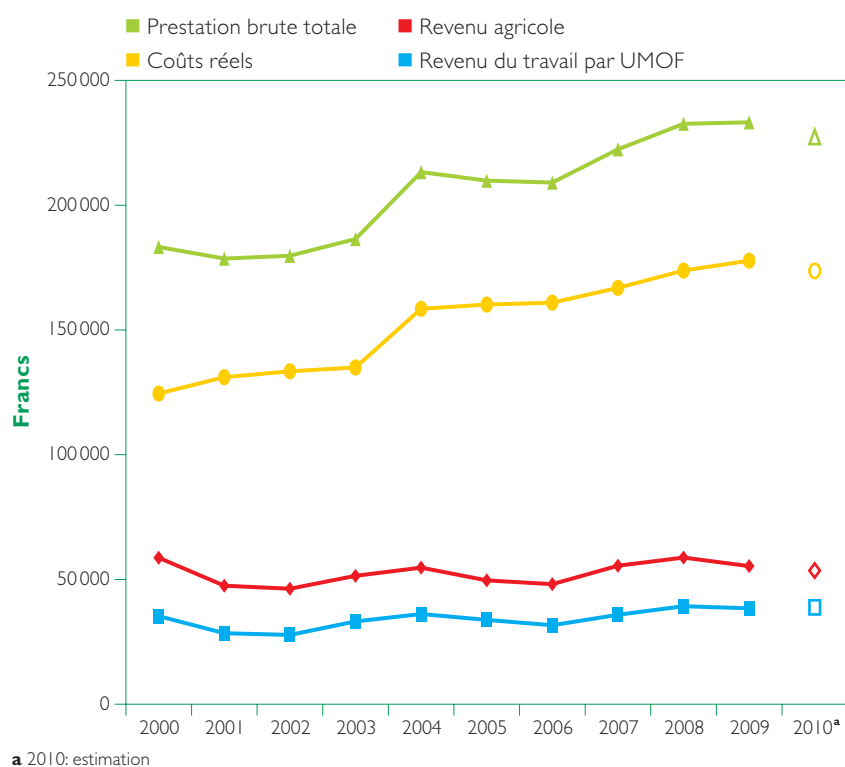


Tableau 2: Evolution du revenu agricole et du revenu du travail.

Sources: Dépouillement centralisé des données comptables, Rapport de base 2009, ART Tännikon. Estimation 2010: USP.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010 ^a
+ Prestation brute totale ^b	199 145	192 972	194 365	203 189	231 763	227 283	226 795	242 567	254 343	255 656	247 882
dont paiements directs	39 307	43 162	45 630	47 046	47 485	48 745	50 033	52 220	51 522	57 924	53 463
- Coûts réels	134 470	140 539	142 865	148 160	171 291	173 009	173 880	181 424	190 197	195 351	191 202
= Revenu agricole	64 675	52 433	51 500	55 029	60 472	54 274	52 915	61 143	64 146	60 305	56 681
- Intérêts calculés du capital propre de l'exploitation	15 193	13 319	12 880	10 383	11 028	8 694	10 283	12 345	12 675	9 912	7 546
= Revenu du travail	49 482	39 114	38 620	44 646	49 444	45 580	42 632	48 798	51 471	50 393	49 135
/ Unités de main-d'œuvre familiale (UMOF)	1.30	1.29	1.28	1.24	1.25	1.24	1.24	1.24	1.23	1.22	1.21
= Revenu du travail par UMOF^c	38 099	30 356	30 262	35 886	39 676	36 687	34 492	39 488	41 732	41 184	40 607

a 2010: estimation

b prestation brute jusqu'en 2003

c UMOF = unité de main-d'œuvre familiale



une rémunération du capital investi de 2,2%, ce qui correspondrait en gros au rendement d'un placement prudent. La plupart des exploitations affichent une rémunération nettement négative du capital investi. Sur la base des prévisions pour 2010, il y a lieu de s'attendre à un nouveau recul du revenu agricole.

Evolution du revenu agricole et du revenu du travail au cours des dix dernières années

Même si la prestation brute des exploitations a affiché une tendance à la hausse ces dernières années, le revenu agricole n'a pour ainsi dire pas évolué. La hausse de la prestation brute a été absorbée par des coûts réels éga-

lement en augmentation. Par conséquent, si le revenu du travail a enregistré une légère progression au cours de cette période, ne serait-ce qu'en valeurs nominales, celle-ci est avant tout le fait d'un recul des unités de main-d'œuvre familiale par exploitation (**Tab. 2 et Fig. 5**).

Le revenu du travail de la main-d'œuvre familiale met le revenu en rapport avec le travail accompli et représente, par conséquent, une grandeur appropriée afin de comparer ce revenu avec les salaires gagnés dans d'autres secteurs. Pour permettre ce type de comparaison, l'Office fédéral de la statistique calcule, dans ses enquêtes sur la structure des salaires, les salaires annuels bruts, différen-

ciés au niveau régional, qui sont obtenus dans les secteurs de l'industrie et des services. Il faut cependant tenir compte de certaines différences entre les deux groupes avant d'entreprendre des comparaisons directes: la population paysanne dispose en général d'un logement meilleur marché, elle ne doit pas parcourir de longs trajets pour aller au travail, et elle peut en partie se nourrir de sa propre production. En revanche, à la différence d'un salarié moyen dans l'industrie ou les services, les agriculteurs passent plus de temps au travail, avec des horaires très variables sur l'ensemble de l'année, et ils doivent assumer un risque d'entreprise plus important.

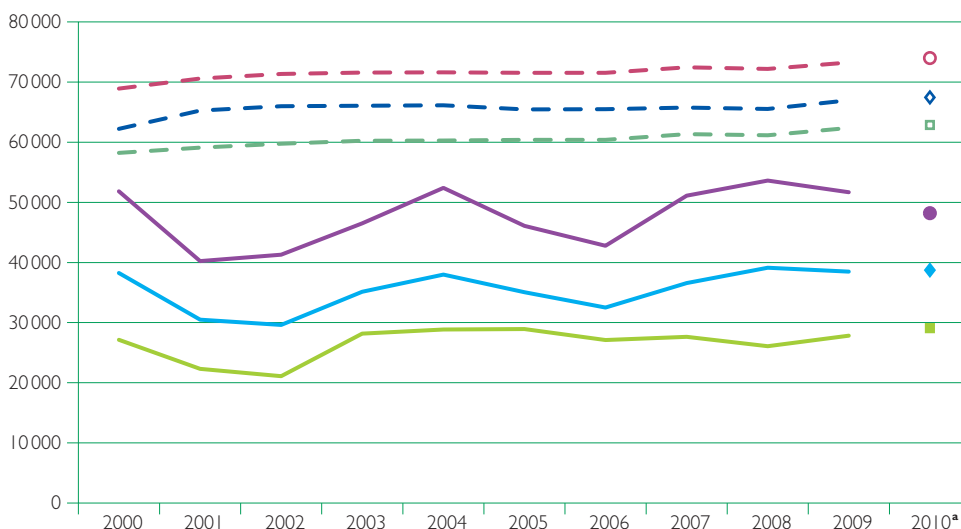
En chiffres réels, c'est-à-dire corrigés du renchérissement, le revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale dans l'agriculture ne varie quasiment pas et présente ainsi toujours un important retard sur les salaires des autres secteurs de l'économie (**Fig. 6**). Cet écart s'avère particulièrement flagrant dans le cas des exploitations de montagne. Dans ces régions, l'agriculture ne rapporte même pas la moitié de revenu obtenu dans les autres secteurs de l'économie.

En 2009, 75% des exploitations de plaine, 83% de la région des collines et 89% de la montagne n'atteignaient pas le salaire de référence de l'OFS.

Au cours de ces dix dernières années, l'efficiency accrue du travail et la rationalisation impliquant de moins en moins de main-d'œuvre ont permis de maintenir, voire d'apporter une légère progression du revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale.

Figure 6: Revenu du travail et salaires de référence corrigés du renchérissement, aux prix de 2009. Sources: Dépouillement centralisé des données comptables, Rapport de base 2009, ART Tänikon. Estimation 2010: USP.

- Plaine: revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale
- Colline: revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale
- Montagne: revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale
- Plaine: revenu comparable
- Colline: revenu comparable
- Montagne: revenu comparable



a 2010: estimation

Boucllement de comptabilités 2009

Les boucllements définitifs des comptabilités de 2009 sont connus depuis l'automne 2010. Gratifiée de bonnes conditions météorologiques dans l'ensemble, la production végétale a donné des rendements très satisfaisants en 2009. Quant aux filières animales, elles ont aussi enregistré des volumes de production élevés. 2009 s'inscrit ainsi dans la continuité d'une année 2008 déjà bien notée dans les statistiques. Seul cet accroissement de la production a permis de compenser, du moins en partie, des prix dans l'ensemble plus bas. Avec l'augmentation des paiements directs, il en résulte en moyenne, toutes exploitations confondues, une prestation brute en légère hausse (+0,5%) par rapport à l'année précédente. Ce sont, pour l'essentiel, la production végétale (+4%), les activités para-agricoles (+1%) et les paiements directs plus élevés (+12%)¹ qui ont soutenu la prestation brute, tandis que la production animale a essuyé des pertes sensibles (-6%). La filière lait et l'élevage porcin figuraient parmi les plus affectés par des prix en nette baisse (-15% et -12%) en raison notamment d'une production trop abondante. Dans le cas du lait, l'accroissement de l'offre qui s'est produit après l'abandon du contingentement laitier a buté sur une demande affaiblie: d'un côté, des produits d'importation bon marché sont arrivés en masse sur le marché intérieur et, de l'autre, le commerce extérieur, dont l'importance est capitale dans l'écoulement du lait, marquait le pas à cause d'un effet de change défavorable et du ralentissement économique mondial. La problématique liée

¹ En valeurs nominales, le compte d'Etat ne présente qu'une augmentation de 7,8% des paiements directs. Il n'est pas exclu que les exploitations du DC bénéficient un peu plus des paiements directs que la moyenne suisse.

aux excédents répétés de matière grasse du lait s'est encore aggravée suite à l'introduction du lait entier standardisé à 3,5% de matière grasse. A noter aussi le transfert des soutiens du marché vers les paiements directs qui s'est produit dans l'économie laitière. De ce fait, les contributions pour animaux ont nettement augmenté: +36% pour les contributions pour animaux consommant du fourrage grossier et +31% pour la garde d'animaux dans des conditions de production difficiles (GACD).

Alors que les prestations brutes n'ont pas connu de changement significatif, les coûts réels par exploitation ont augmenté de plus de 5000 francs en moyenne (+2,7%). Cette augmentation est avant tout imputable à la hausse des coûts matériels dans l'élevage (+4%) et des charges en personnel (+7%).

Le revenu agricole 2009 affiche finalement un recul de 6,0% par rapport à l'année précédente. La baisse substantielle du taux d'intérêt utilisé pour calculer la rémunération théorique des fonds propres investis dans l'exploitation, ainsi que la faible diminution,

par rapport à l'année précédente, des unités de main-d'œuvre familiale par exploitation ont permis d'atténuer le recul du revenu travail par unité de main-d'œuvre familiale (UMOF): chiffré à 41 184 francs, le revenu du travail par UMOF n'a perdu que 1,3% par rapport à 2008.

Une comparaison des résultats des régions de plaine, des collines et de montagne montre que l'évolution négative la plus marquée concerne la région de plaine, tandis que les revenus se sont pour ainsi dire maintenus au même niveau (certes beaucoup plus faible à la base) dans la région de montagne. Cela s'explique par le fait que le lait, qui se trouve désormais soumis à une pression plus forte, occupe une place beaucoup plus importante dans le portfolio d'une exploitation moyenne en plaine. A cela s'ajoute le fait que les exploitations de montagne bénéficient d'une part plus élevée de paiements directs dans leur revenu global et profitent davantage que les autres de la hausse des contributions pour animaux (animaux consommant du fourrage grossier et contributions GACD).

Tableau 3: Evolution de la rentabilité du capital 2000 – 2009.

Sources: Dépouillement centralisé des données comptables, Rapport de base 2009, ART Tänikon.

		2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2000/09
Rentabilité des fonds propres	%	-3,2	-6,8	-7,0	-5,9	-4,7	-6,2	-6,6	-4,8	-4,4	-5,2	-5,5
Rentabilité du capital total	%	-0,6	-2,7	-2,4	-2,3	-1,6	-2,5	-2,7	-1,7	-1,4	-2,0	-2,0
Taux de référence ^a	%	3,9	3,4	3,2	2,6	2,7	2,1	2,5	2,9	2,9	2,2	2,8
Taux sur le capital emprunté ^b	%	2,7	2,8	2,8	2,3	2,1	2,1	2,0	2,1	2,2	2,0	2,3

^a Taux d'intérêt au comptant des obligations de la Confédération à dix ans (<http://www.snb.ch/fr/i/about/stat/statpub/akziwe/stats/akziwe>).

^b Le taux d'intérêt effectif pour des capitaux empruntés est calculé à partir des résultats comptables du DC: intérêts des dettes / capitaux empruntés.





Sous l'angle des types d'exploitation, ce sont surtout les exploitations «transformation» et «combiné transformation» qui ont essuyé les plus lourdes pertes de revenu (-17% et -16% du revenu du travail par UMOF), tandis que celles de type «cultures spéciales» ont réussi à accroître leur revenu du travail par UMOF de presque 30%.

Evolution de la rentabilité du capital jusqu'en 2009

Tout comme il est possible d'évaluer dans quelle mesure l'activité économique permet de rémunérer le propre facteur «travail», il en va de même lorsqu'il s'agit de considérer les fonds propres investis dans l'exploitation. Lors de l'analyse de la rémunération du propre travail, il a été nécessaire de procéder, au préalable, au calcul du taux de rémunération théorique des fonds propres, avant de pouvoir déterminer les moyens encore disponibles par la suite pour rémunérer le travail. Par analogie, il est aussi possible de retenir une grandeur correspondant à la rémunération du travail, afin d'évaluer ensuite la rentabilité du capital investi. Les salaires de référence de l'Office fédéral de la statistique fournissent aussi un point de repère en ce qui concerne le salaire présumé des unités de main-d'œuvre familiale.

La rentabilité du capital total permet d'estimer combien rapporte la totalité du capital investi (c'est-à-dire les fonds propres et les fonds empruntés). Le rendement offert par des placements prudents à long terme hors de l'agriculture se prête bien comme base de comparaison pour apprécier la rentabilité du capital total. Une rentabilité positive du capital total s'avère indispensable pour éviter une érosion du capital. La rentabilité des fonds propres indique le taux d'intérêt que peut rapporter le capital investi dans l'exploita-

tion, après avoir retranché la somme censée correspondre au salaire du travail familial.

Le **tableau 3** démontre que les résultats insatisfaisants des exploitations au niveau du revenu engendrent aussi des retombées négatives sur la rentabilité du capital. En 2009, moins d'un tiers de toutes les exploitations affichait une rentabilité positive du capital total. En outre, tout juste un cinquième des exploitations parvenait à obtenir une rémunération du capital investi correspondant à celle d'un placement prudent à 2,2% (taux de référence), tout en générant aussi un revenu du travail convenable.

Perspectives pour 2010: peu d'espoir de voir les revenus augmenter...

Sur la base des résultats définitifs de 2009 et de l'évolution actuelle de la production et des prix, l'Union suisse des paysans (USP) propose dans le chapitre suivant une prévision pour l'exercice 2010.

Les prévisions économiques de l'USP tablent sur une nouvelle baisse de 6% du revenu agricole en 2010.² La baisse des intérêts rémunérant les fonds propres et la répartition sur un nombre moins important d'unités de main-d'œuvre familiale se soldent par un recul du revenu du travail de 1,4%.

Les parties A1 et A2 ont déjà abordé en détail la situation de la production et du marché au cours de l'année 2010. C'est pourquoi il sera ici uniquement question des faits qui risquent d'avoir une incidence notable sur les résultats de 2010 et dont il a aussi été tenu compte dans la réalisation des prévisions pour 2010.

Dans la production végétale, les récoltes ont atteint des niveaux moyens mais inférieurs à

ceux des deux années précédentes. En particulier les betteraves sucrières et le colza ont vu leurs prix nettement régresser (-5% et -15%). Par conséquent, selon les estimations, la prestation brute de la production végétale ne devrait atteindre que 92% de celle de l'année précédente.

En 2010, la production animale a continué d'évoluer dans un contexte marqué par des quantités abondantes et des prix faibles. De ce fait, la prestation brute n'a atteint que 97% de celle de l'année précédente. Dans la filière porcine, la hausse de la production (+6%) n'a pas suffi à compenser des prix en repli (-11%). Dans le cas du lait, les quantités se situaient pour ainsi dire au même niveau que l'année précédente, mais les prix ont poursuivi leur baisse (-3%).

Le niveau des paiements directs n'a pas changé par rapport à l'année précédente. En moyenne, toutes exploitations confondues, les paiements directs correspondaient environ au revenu agricole et représentaient presque un quart de la prestation brute totale. Dans le cas des exploitations de montagne, ils dépassaient même nettement le revenu agricole et entraient pour plus d'un tiers dans la prestation brute.

Au rang des bonnes nouvelles, il faut relever que les exploitations semblent avoir bien maîtrisé leurs charges réelles en 2010. Au total, les charges réelles ont baissé d'environ 2%. Et ce, malgré une hausse substantielle du prix des énergies fossiles (+11%). Ce sont en premier lieu les économies réalisées dans

² Les estimations dans le cadre des comptes économiques de l'agriculture de l'Office fédéral de la statistique tablent sur un recul du revenu de l'ordre de 3,4% (voir aussi partie A2).



l'élevage (-5%), en particulier pour ce qui est des aliments concentrés (-8%), ainsi que les baisses de prix au niveau des coûts de structure matériels qui ont permis de rééquilibrer les comptes des exploitations.

Conclusion

La situation des revenus dans l'agriculture s'avère insatisfaisante. Depuis des années, la main-d'œuvre agricole doit se contenter, pour le travail accompli, d'une rémunération qui demeure bien en deçà de celle des professions dans les autres secteurs de l'économie. Les résultats de 2009 et les prévisions pour 2010 laissent craindre que cet écart ne se creuse encore davantage à l'avenir. Des paiements directs plus élevés permettent de compenser une partie du recul des revenus de la production. Ces paiements, qui ont toute leur raison d'être pour rétribuer les prestations d'intérêt général assurées par l'agriculture, jouent un rôle de plus en plus important dans la stabilisation des revenus agricoles. Or, pour l'agriculture productive, le fait de dépendre toujours plus de la manne de l'Etat ne représente guère une perspective porteuse d'avenir. C'est pourquoi l'agriculture, dont l'objectif est de pouvoir approvisionner le pays à long terme et en quantités suffisantes en denrées alimentaires de qualité élevée, a besoin de signes concrets sur le marché. Un approvisionnement efficace, souverain et durable en denrées alimentaires d'origine indigène ne peut que fonctionner si la société est prête à payer un prix équitable aux producteurs, tenant également compte du niveau de coût élevé auquel ils font face et des normes sévères qui sont à respecter.





Partie B
A quoi ressemblera le contenu
de nos assiettes en 2050?





Partie B: A quoi ressemblera le contenu de nos assiettes en 2050?

26

BI COMMENT SE DÉVELOPPE L'OFFRE ET LA DEMANDE INTERNATIONALES DE DENRÉES ALIMENTAIRES?

L'approvisionnement en denrées alimentaires de la population mondiale représente un des plus grands défis de notre temps. Pour l'instant, il s'agit avant tout d'un problème de répartition. Mais à quoi ressemblera la situation de l'offre et de la demande à l'avenir, alors que la population mondiale ne cesse de croître et que la surface agricole de notre planète n'est pas infinie?

L'offre mondiale en denrées alimentaires dépend prioritairement de la disponibilité (limitée) en sols fertiles et en eau douce. Le climat et les événements extrêmes liés à son

changement ou les répercussions d'interventions humaines telles que le déboisement ou l'irrigation viennent bouleverser ces facteurs de production. Le nombre et le savoir-faire des personnes engagées dans l'agriculture, au même titre que le capital investi, influencent aussi le niveau de la production agricole. D'autres éléments, tels que les engrais, les produits phytosanitaires ou le pétrole revêtent également une grande importance pour cette production. Pour terminer, le progrès technique permet d'accroître les rendements des cultures végétales et de la production animale et influence, à son tour, l'offre en denrées agricoles.

L'évolution de la demande en nourriture est liée à la croissance de la population mondiale, au comportement des consommateurs et, finalement, de leur pouvoir d'achat. En effet, avec l'augmentation actuelle du pou-

voir d'achat, comme c'est le cas dans certains pays émergents, la consommation de nourriture augmente et se déplace peu à peu des produits de base vers des denrées plus onéreuses comme, par exemple, la viande.

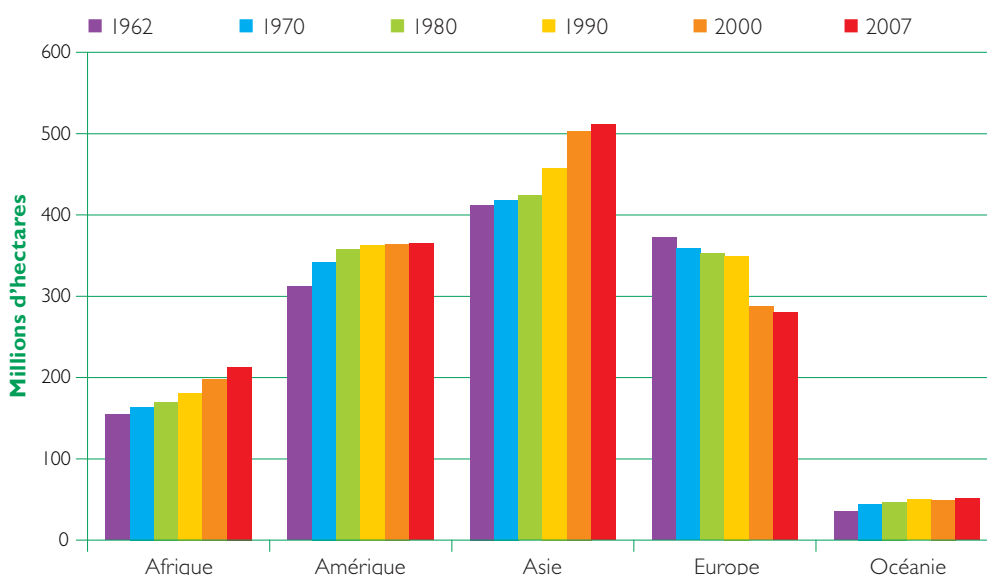
En théorie, l'offre et la demande déterminent les prix mondiaux des produits agricoles. Les prix diminuent lorsque l'offre mondiale est supérieure à la demande et augmentent dans la situation inverse. Cependant en réalité, les marchés agricoles ne suivent pas toujours ce principe. Aussi, les prix mondiaux sont perturbés par les multiples interventions des Etats sur les marchés agricoles, par le niveau des stocks mondiaux, par la concurrence des biocarburants sur les cultures vivrières ou par une spéculation croissante. A cela s'ajoute l'inélasticité de la demande, qui s'adapte très mal aux importantes fluctuations annuelles de l'offre découlant des facteurs climatiques. Pour toutes ces raisons, il s'avère très difficile de réaliser des prévisions sur l'évolution des prix des denrées alimentaires, qui sont toujours plus volatiles.

Dans les paragraphes suivants, les facteurs influençant l'offre et la demande et leur évolution possible jusqu'en 2050 seront analysés. Les conséquences pour les prix des denrées alimentaires et la dynamique de ces derniers seront présentées à la fin du chapitre.

Facteurs influençant l'offre en produits agricoles

Selon la théorie économique classique, le travail, le capital et le sol représentent les principaux facteurs de production. Au vu de son importance pour la production agricole, l'eau a également été considérée comme un facteur de production à part entière dans ce chapitre.

Figure 7: Evolution des terres arables. Source: OCDE/FAO 2009.



L'objectif ici est de présenter l'évolution des facteurs de production influençant l'agriculture sur le long terme. Cela est possible, car la disponibilité des ressources naturelles comme le sol et l'eau suit une certaine tendance, avec souvent un caractère irréversible. En revanche, l'évolution du capital investi dans l'agriculture, le nombre de personnes travaillant dans ce secteur et le savoir-faire de ces dernières constituent des paramètres difficilement prévisibles. De ce fait, une analyse plus détaillée de ces facteurs dans le présent rapport n'a pas été réalisée, même si leurs conséquences sur la production agricole sont indiscutables.

Le sol

Par terres arables, il faut entendre les terres qui peuvent être labourées ou cultivées. Elles comprennent les cultures annuelles et bisannuelles (telles que les céréales, les pommes de terre et les oléagineux), les cultures maraîchères, les jachères ou encore les prairies artificielles. A l'échelle mondiale, les terres arables représentent environ 30% des surfaces agricoles. Dans ce chapitre, elles sont utilisées comme principal indicateur pour le facteur de production «sol».

De 1961 à 2007, les terres arables ont augmenté de près de 10%, soit de 187 millions d'hectares (Bruinsma, 2009). Pendant cette période, elles ont progressé de 227 millions d'hectares dans les pays en voie de développement mais ont reculé de 40 millions d'hectares dans les pays industriels (Fig. 7). Jusqu'en 2050, les terres arables totales devraient encore progresser de quelque 71 millions d'hectares. Cette progression se fera, comme par le passé, au détriment des forêts. Ainsi, 20 000 hectares de forêts disparaissent chaque jour, soit 1,8 fois la super-

ficie de la Suisse en une année (FAO, 2009). La salinisation, l'érosion et la désertification représentent, quant à elles, les deux causes les plus fréquentes conduisant aux pertes de terres arables.

Malgré l'augmentation de leur surface totale, les terres arables disponibles par habitant ont diminué de 40% entre 1961 et 2007, pour atteindre 0,21 hectare en moyenne (Fig. 8). Il est surprenant de constater que les terres arables disponibles en Europe ont enregistré un net recul entre 1989 et 1991 (Fig. 7). Cela s'explique par le fait qu'après la chute de l'Union soviétique, 46 millions d'hectares n'ont plus été comptabilisés comme appartenant à l'Europe mais à l'Asie. Selon les spécialistes de la FAO, les terres arables par habitant ne s'élèveront plus qu'à 0,15 hectare en 2050 (FAO, 2010). Cela implique que, pour assurer une production agricole suffisante pour chacun, il faudra parvenir à augmenter

les rendements de 1,02% par année entre 2000 et 2050. Même si entre 1980 et 2000, les rendements mondiaux ont progressé en moyenne de 1,96% par année (Fig. 9), la poursuite de cette progression ne va pas de soi. Il existe encore un fort potentiel d'amélioration au niveau des rendements agricoles dans la plupart des pays en voie de développement, pour autant que ceux-ci disposent des agents de production nécessaires (machines, fertilisants, semences ou produits phytosanitaires) et qu'ils puissent pleinement utiliser les possibilités techniques existantes. Dans les pays industriels, en revanche, la marge de progression est faible.

L'eau

Il devient de plus en plus évident que, sur le moyen à long terme, l'eau va représenter le facteur de production le plus menacé. En 2000, tous besoins confondus, 2952 km³ d'eau ont été consommés dans le monde.

Figure 8: Terres arables disponibles par habitant. Source: FAO 2009.

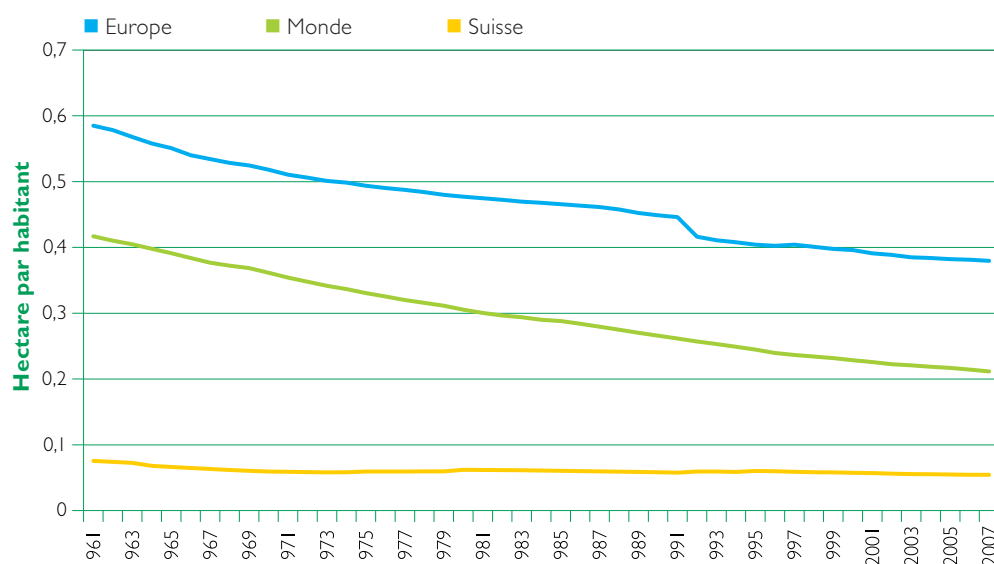




Figure 9: Evolution des terres arables mondiales et du rendement moyen.

Source: FAO 2009.

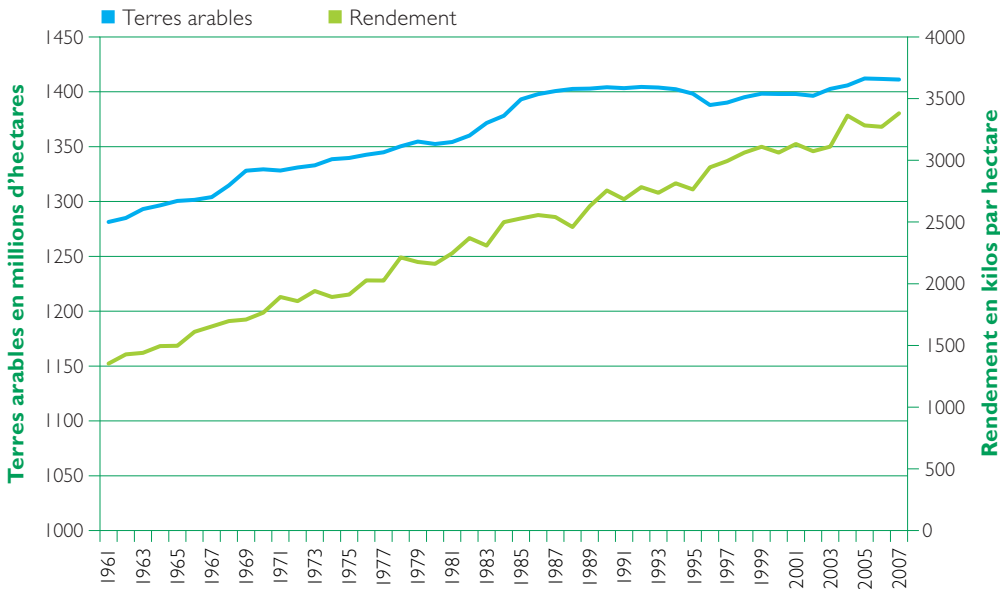
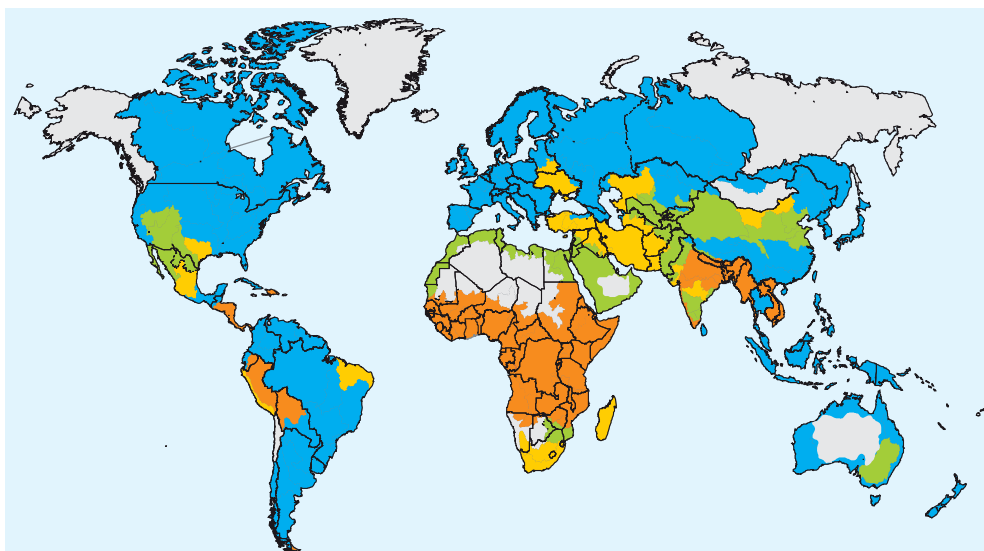


Figure 10: Répartition de l'eau douce dans le monde. Source: IWMI 2007.

■ Peu ou pas de pénurie d'eau ■ Pénurie physique d'eau ■ Pénurie physique de l'eau imminente ■ Pénurie économique de l'eau ■ Non estimé



En 2050, ce sont 3358 km³, soit 13% de plus, qui seront nécessaires à cet effet, alors que la disponibilité en eau douce ne cesse de diminuer. Selon des estimations, d'ici à 2025, l'eau douce disponible par habitant devrait baisser de 30% par rapport à aujourd'hui (IAASTD 2009). Dans de telles circonstances, il ne fait aucun doute qu'il se révélera de plus en plus difficile de garantir à chacun un accès à de l'eau en quantités suffisantes au cours des décennies à venir. D'autant plus que la répartition inégale de l'eau douce pose d'importants problèmes à l'heure actuelle déjà (**Fig. 10**). De nos jours, 50% de la population mondiale dispose d'un accès à l'eau limité ou insuffisant (IAASTD 2009).

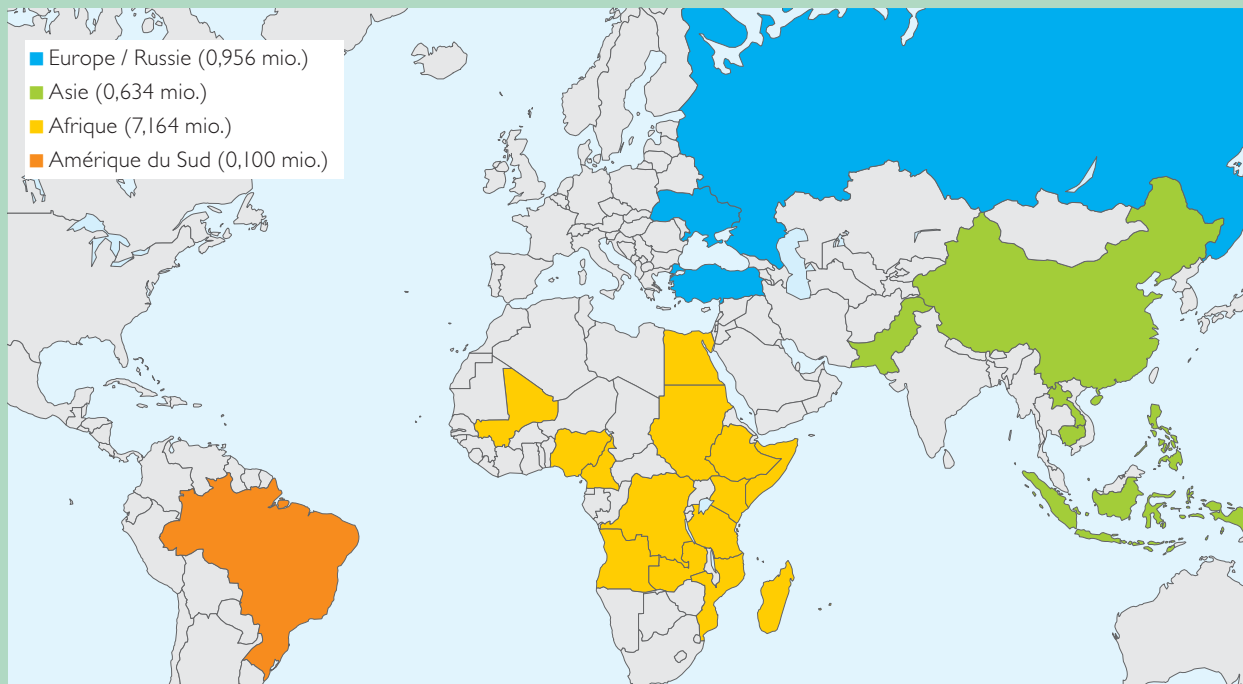
La production de denrées alimentaires est très gourmande en eau. Aussi, l'agriculture utilise 70% de l'eau douce disponible dans le monde (Fischer et al. 2002). Les besoins varient toutefois beaucoup d'une région à l'autre et selon les produits agricoles. Pour produire 1 kilo de blé, il faut environ 1500 litres d'eau, alors que pour 1 kilo de viande de bœuf 15000 litres d'eau sont en moyenne nécessaires (FAO Water 2009). Il est intéressant de constater, comme le montre la **figure 10**, que ce sont avant tout les pays en voie de développement qui souffrent d'un déficit en eau, soit précisément les pays dans lesquels des terres agricoles sont encore disponibles et où une croissance des rendements est attendue.

L'eau dite «virtuelle» correspond aux besoins en eau entrant dans la fabrication d'un produit agricole ou industriel. Avec l'intensification des échanges commerciaux, ce sont aussi les échanges en eau virtuelle qui augmentent. Cela peut paraître paradoxal, mais les pays qui exportent de l'eau virtuelle

Le «land grabbing»: aide au développement ou nouvelle colonisation?

Le phénomène du «land grabbing», soit l'accaparement de terres à grande échelle par de puissants investisseurs étrangers, illustre parfaitement la tendance de la raréfaction des terres agricoles. Ce phénomène s'est renforcé depuis la crise alimentaire mondiale de 2007 et 2008, car divers pays ont alors pris conscience de la fragilité de leur sécurité alimentaire. Pour assurer leur base de production, ils ont décidé d'investir en masse dans le foncier et d'acquérir des terres fertiles dans des pays étrangers. Aussi, de 2006 à 2009, divers investisseurs auraient fait main basse sur 15 à 20 millions d'hectares dans des pays en voie de développement. Bien que cette surface ne représente que le 1% des terres cultivées mondiales, elle correspond néanmoins à l'équivalent de 20 fois la surface agricole suisse (IFPRI, 2009). Les pays hôtes se trouvent surtout en Afrique (50% des projets), en Asie et en Europe orientale (20 – 40% des projets). Parmi les acheteurs figurent, outre des sociétés privées, des investisseurs publics comme le Japon, la Corée ou les pays du Golfe. Diverses banques suisses ont pressenti les gains potentiels et sont aussi impliquées dans ces transactions, en particulier via des fonds qui ciblent leurs investissements sur l'achat de terres. Selon les spécialistes, ce phénomène devrait encore s'amplifier à l'avenir.

Figure 11: Principaux investissements agricoles étrangers (en hectares). Source: IFPRI 2009.



Ces investissements, qui relèvent souvent d'une simple logique de rentabilité financière, peuvent entraîner de graves dommages sociaux et environnementaux, la paupérisation de la population rurale, ainsi qu'une diminution de la sécurité alimentaire du pays hôte. D'un autre côté, accroître les rendements agricoles pour réussir à nourrir la population mondiale à l'horizon 2050 suppose des investissements considérables dans l'agriculture des pays en voie de développement, que ce soit pour des améliorations structurelles ou l'acquisition d'agents de production. Afin d'encourager les investissements responsables et de garantir la souveraineté alimentaire des pays concernés, il paraît indispensable de définir des règles relatives aux cessions de terres agricoles à des investisseurs étrangers.



ne font pas forcément partie des pays disposant de réserves hydriques suffisantes. La Suisse, par exemple, figure ainsi parmi les gros importateurs nets d'eau virtuelle (IHE 2003).

Il est certain que l'eau deviendra, au cours des décennies à venir, de plus en plus disputée. Cette évolution aura, sans doute, des conséquences au niveau de la production agricole, en termes de quantité et de portfolio, mais aussi au niveau du commerce des matières premières. L'ampleur de ces conséquences reste toutefois très difficile à estimer.

Autres ressources influençant l'offre

Après le sol et l'eau, d'autres ressources contribuent, par leur disponibilité et par leur prix, à accroître ou à restreindre la production agricole. A ce titre, le pétrole joue un rôle capital. Les coûts en énergie,

qui y sont directement liés, représentent une part importante des coûts de production. En outre, les besoins en énergie ont beaucoup augmenté en raison de l'intensification de l'agriculture (mécanisation, engrais, produits de traitement, chauffage, etc.). Par ailleurs, le niveau de prix du pétrole exerce aussi une forte influence sur la demande en bioénergie. En effet, plus le cours du pétrole monte, plus la demande en bioénergie devient importante. Or, la production de bioénergie entre en concurrence directe avec celle des denrées alimentaires au niveau de l'utilisation des sols fertiles et de l'eau.

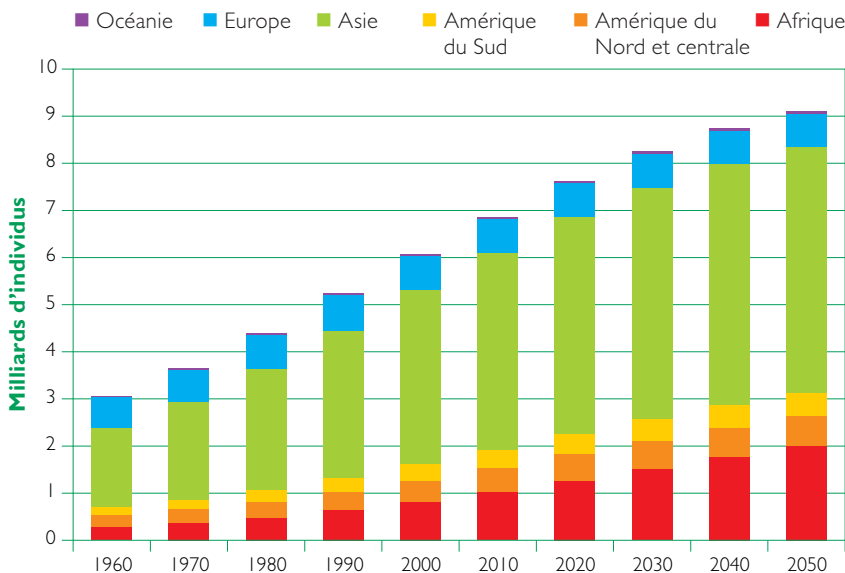
La plupart des engrais inorganiques ne sont pas renouvelables et leurs stocks sont limités, mais ils s'avèrent indispensables pour obtenir de bons rendements. D'une part, leurs prix sont liés à celui du pétrole et, de l'autre, la recherche de nouvelles sources

ne progresse que lentement, contribuant à une raréfaction et, de ce fait, à la hausse de leurs prix. La crise de 2007/2008 illustre de façon éclatante l'interdépendance entre les prix des produits agricoles, des engrais et du pétrole, qui se sont tous envolés durant cette période. Heureusement, pour l'instant les stocks d'engrais demeurent encore assez élevés et ne devraient pas baisser à un niveau critique avant 2050:

- Le phosphore (P) est issu des mines de phosphate. La réserve mondiale en phosphate représente 18 milliards de tonnes. Cela devrait suffire pour une durée de 100 ans (BGR 2009). De nouvelles techniques d'extraction pourraient toutefois permettre l'exploitation de nouvelles réserves.
- Le potassium (K) est un élément indispensable à la croissance des plantes. Il est issu de la potasse, dont les réserves se montent à 8,3 milliards de tonnes (BAD 2007). Cela suffira, si l'utilisation actuelle de potassium reste stable, pour environ 250 ans.
- L'azote (N) est l'élément le plus important pour la production végétale. Etant donné que l'azote présent dans l'atmosphère peut être fixé par certains organismes, pour être ensuite absorbé par les plantes, les réserves s'avèrent pour ainsi dire illimitées.

La disponibilité et l'utilisation de produits de protection des plantes ont aussi des conséquences sur la production agricole. Leurs prix dépendent, à l'instar des engrais minéraux, tant du pétrole que de nombreux autres facteurs (possibilité de substitution, concentration du marché des fabricants, etc.). L'évolution de leurs prix et de leur disponibilité reste donc très imprévisible.

Figure 12: Evolution de la population mondiale. Source: FAO 2010.





Pour terminer, le marché des semences au niveau mondial se concentre toujours plus sur quelques obtenteurs. Cela contribue à faire augmenter leurs prix et affaiblit l'indépendance des agriculteurs.

Synthèse sur les facteurs influençant l'offre

La surface agricole disponible par habitant ne cesse de diminuer. Cela signifie que le maintien de l'offre en denrées alimentaires passera, à l'avenir, par un accroissement du rendement et une intensification de l'agriculture mondiale. Or, une hausse de la production ira de pair avec des besoins plus élevés en eau, en engrais, en pétrole ou en produits phytosanitaires. Ces ressources se révèlent limitées et souvent mal réparties, en particulier en ce qui concerne l'eau, dont la mauvaise répartition pose, aujourd'hui déjà, d'importants problèmes.

Ce chapitre ne veut pas dresser un bilan alarmiste de l'avenir de l'agriculture mondiale. Il s'agit, au contraire, de mettre en évidence l'importance, pour l'ensemble de notre planète, d'une agriculture productive. L'objectif est de susciter une prise de conscience des problématiques présentées ci-dessus et de convaincre de la nécessité de mettre les ressources nécessaires au profit de l'agriculture, pour que cette dernière puisse relever les défis qui l'attendent.

Facteurs influençant la demande en denrées alimentaires

Après avoir analysé la production, il est intéressant de se pencher sur la consommation. A l'instar de l'offre, la demande en denrées alimentaires se révèle complexe et multifactorielle. Avant tout, deux paramètres exercent cependant une influence

prépondérante: il s'agit de l'évolution de la population mondiale et des habitudes de consommation. Ensuite, d'autres facteurs, comme le vieillissement de la population, les crises alimentaires (ESB, mélanine, dioxine) ou la publicité, influencent aussi la demande dans une certaine mesure mais n'ont pas été détaillés dans ce chapitre.

Evolution de la population mondiale

Depuis 1960, la population mondiale a doublé, et elle devrait continuer de croître de 1 à 1,5% par année jusqu'en 2050, pour dépasser les 9 milliards d'individus (ONU Population Database, 2008). L'Asie et l'Afrique connaissent la plus forte croissance démographique, alors que l'Europe et l'Amérique du Nord affichent une quasi-stabilité de leur population (Fig. 12). Quant à la consommation, elle a aussi augmenté durant les

40 dernières années (Fig. 13). Cette augmentation va se poursuivre entre 2010 et 2050, mais à un rythme moins soutenu. La consommation moyenne par habitant et par jour devrait augmenter de 12% à 3130 kilocalories (FAO 2006). En tenant compte de l'évolution démographique, la consommation totale de calories en 2050 devra augmenter de 60% par rapport à aujourd'hui.

Comme pour l'eau potable, la répartition de la nourriture dans le monde se montre très inégale. La figure 13 indique, par exemple, que la consommation journalière moyenne d'un Africain est 30% inférieure à celle d'un Nord-Américain. Selon les estimations de la FAO, il y avait plus de 1 milliard de personnes qui disposaient de moins de 1800 kilocalories par jour et souffraient de malnutrition chronique dans le monde en 2009 (FAO 2010).

Figure 13: Evolution de la consommation par habitant. Source: FAOSTAT 2009.

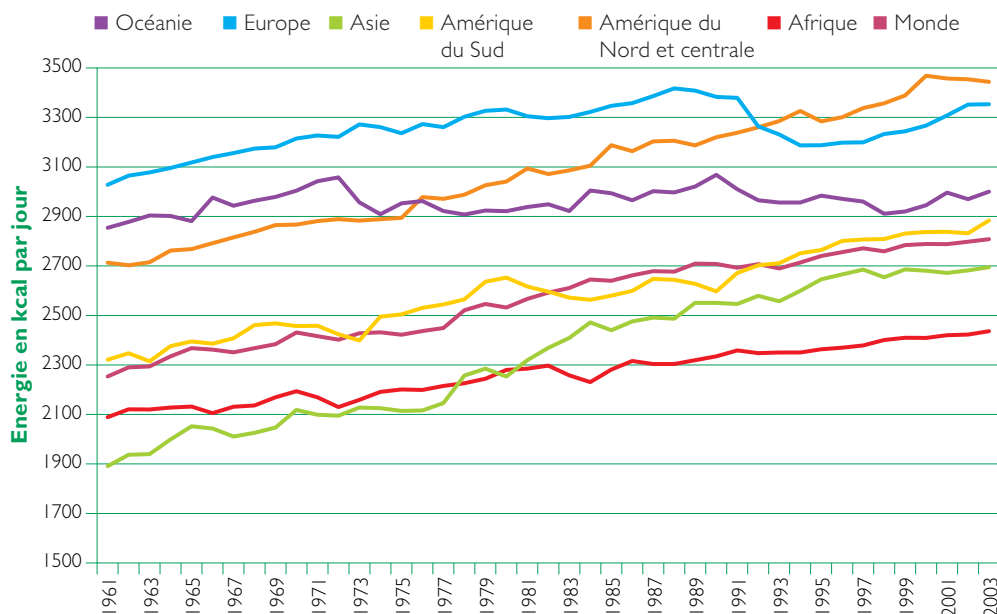
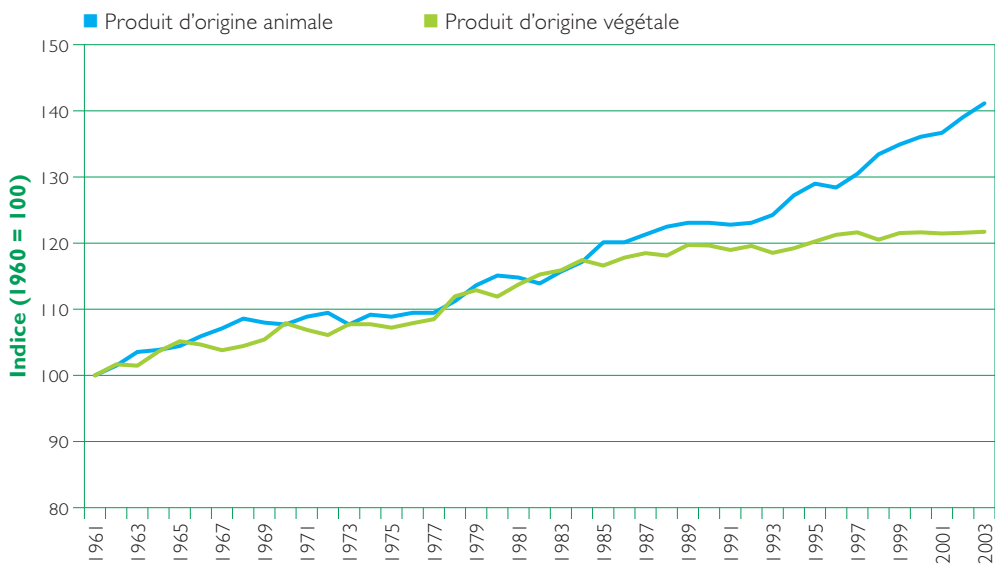




Figure 14: Evolution de la consommation mondiale par habitant.

Source: FAOSTAT 2009, USP.



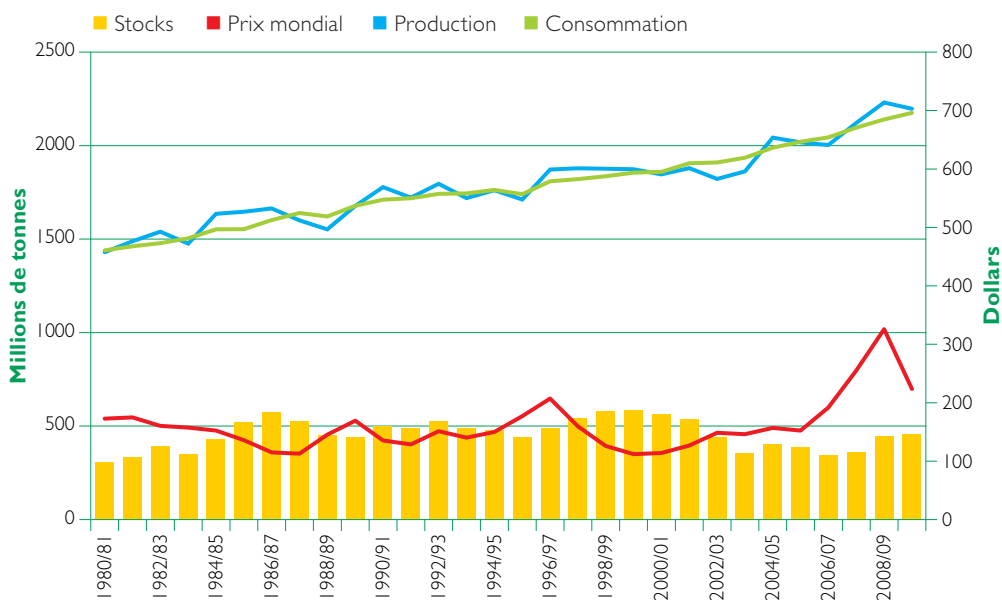
Comportement des consommateurs et pouvoir d'achat

Le comportement des consommateurs évolue. En l'espace de deux générations, le contenu des assiettes a beaucoup changé. Aussi, une partie toujours plus grande des besoins mondiaux en calories est couverte par des denrées alimentaires d'origine animale comme la viande ou les produits laitiers (Fig. 14), alors que la part des produits végétaux se réduit (FAOSTAT 2009).

L'augmentation de la demande de produits d'origine animale n'est pas sans conséquence: les besoins en denrées fourragères, notamment en céréales pour l'alimentation des animaux, sont plus importants. A titre d'exemple, sur la même surface il est possible de produire 8 fois plus de céréales que de viande de bœuf. D'importantes surfaces agricoles sont dévolues à la production de ces denrées fourragères. Cela peut donner lieu à des problèmes environnementaux, comme au Brésil, où la forêt vierge est déboisée pour y installer des cultures de soja. De plus, la production de viande nécessite d'énormes quantités d'eau, ce qui explique en grande partie les besoins croissants de l'agriculture.

Figure 15: Production, consommation, stocks et prix mondiaux de céréales.

Source: USDA/IMF 2009.



Le pouvoir d'achat représente un des facteurs les plus influents sur le comportement des consommateurs. La croissance économique contribue à la hausse des revenus et, de ce fait, à celle du pouvoir d'achat, ce qui se traduit par un changement des habitudes de consommation. Dans un premier temps, la consommation augmente, puis elle se stabilise et se diversifie, avant de se tourner vers des biens de plus grande qualité. Aussi, dans les pays émergents à forte croissance économique, comme l'Inde ou la Chine, la consommation de denrées alimentaires dites



de «luxe», telles que la viande ou les produits laitiers, connaît un véritable boom.

Synthèse sur les facteurs influençant la demande

En plus des contraintes liées aux facteurs de production, l'agriculture mondiale devra s'adapter aux évolutions de la demande en denrées alimentaires. La consommation mondiale de calories va, non seulement, augmenter de 60% entre aujourd'hui et 2050, mais les denrées alimentaires d'origine animale vont aussi prendre de plus en plus d'importance. En conséquence, les besoins de l'agriculture en surface et en eau ne vont pas cesser de croître.

Avec l'augmentation du pouvoir d'achat, une plus grande partie de la population peut s'offrir suffisamment de nourriture de qualité. Mais jusqu'où cette évolution va-t-elle se poursuivre? Quels prix les consommateurs seront-ils prêts à payer en cas de pénurie grave de nourriture? Et comment les plus pauvres d'entre eux vont-ils pouvoir se nourrir dans ce cas?

Dynamique de l'offre et de la demande internationale

Les deux chapitres qui précèdent ont montré que l'offre et la demande en denrées alimentaires sont multifactorielles et n'évoluent pas toujours de manière symétrique, à court, moyen et long terme. Selon la théorie classique du marché, les prix servent à réguler le mécanisme de l'offre et de la demande. Si l'offre ne suffit pas à couvrir la demande, le prix augmente, alors la demande diminue et l'équilibre se rétablit. Dans le cas des produits alimentaires, les prix doivent fortement augmenter pour que la demande se réduise (tout le monde doit manger). Ce

phénomène est bien connu, il est le résultat de l'inélasticité de la demande. En réalité, le processus de création des prix est bien plus complexe, car il existe souvent un effet de substitution pour les consommateurs (remplacement du produit dont le prix augmente par un produit similaire moins coûteux). Le marché est également influencé par des interventions étatiques et, depuis une date plus récente, par des spéculations.

De nombreux Etats constituent des stocks afin de pouvoir assurer un approvisionnement suffisant en denrées alimentaires de base pour la population dans toutes les situations. Ces stocks permettent, d'une part, de garantir une sécurité alimentaire à court terme et, d'autre part, de réduire les variations des prix. Ainsi, en plus de l'offre et de la demande, le niveau des stocks représente un facteur déterminant pour le prix mondial (Fig. 15). Les spécialistes de l'OCDE ont montré que, si les stocks mondiaux descendent en dessous d'une valeur limite, les variations de prix se révèlent nettement plus importantes (OCDE, 2009).

Selon des estimations de l'OCDE et de la FAO, les prix mondiaux des produits agricoles devraient suivre une tendance à la hausse, certes modérée, à l'avenir. Ces prévisions se fondent sur l'augmentation massive de la demande décrite ci-avant et la marge de progression limitée du côté de l'offre. L'augmentation attendue du prix du pétrole représente également un facteur clé. En outre, les experts s'accordent à dire que la volatilité des prix mondiaux va encore se renforcer dans les décennies à venir.

La pauvreté va de pair avec la famine. Si le prix des denrées alimentaires augmente, le

nombre de personnes souffrant de la faim augmente aussi. A titre d'exemple, la flambée des prix des produits agricoles de 2007/2008 s'est traduite par une crise de la faim dans de nombreux pays (Mexique, Asie du Sud-Est). L'extrême volatilité des prix accentue ce problème et place une part importante de la population mondiale dans une précarité extrême. Suite à ces observations, il semble clair qu'à l'avenir, il ne suffira plus de produire davantage pour réduire la faim dans le monde. La question de la répartition de la nourriture va se poser avec toujours plus d'acuité. La troisième partie de ce chapitre s'intéressera à ces aspects. Mais avant cela, c'est à la Suisse et à sa situation alimentaire que s'intéressera le présent rapport.

B2 QU'EN EST-IL DE LA SITUATION ALIMENTAIRE EN SUISSE?

A la différence d'un grand nombre de pays en voie de développement, la Suisse ne connaît aucun problème d'approvisionnement en denrées alimentaires. La dernière famine qui a frappé la Suisse remonte aux années 1816/1817. 1816 fut «l'année sans été». L'éruption du volcan indonésien Tambora, qui se déclencha en avril 1815, et le nuage de cendres que celui-ci propulsa dans le ciel provoquèrent un refroidissement du climat mondial durant plusieurs années. Ce cataclysme entraîna un recul extrême de la production agricole au cours des années suivantes et, de ce fait, une grande pénurie de nourriture. Mais c'est de l'histoire ancienne: grâce à notre pouvoir d'achat élevé, nous pouvons aujourd'hui compléter l'offre indigène de produits alimentaires pour ainsi dire





à volonté par des importations. Cependant, même dans notre pays, pour certaines catégories défavorisées de la population et de manière très marginale, l'approvisionnement en denrées alimentaires peut devenir économiquement problématique. Ces dernières années, la part des denrées alimentaires produites en Suisse représentait, en moyenne, un peu plus de 60% de la consommation totale de produits alimentaires (Fig. 16).

Facteurs influençant l'offre en produits agricoles

Comme développé dans la **partie B1** sur la situation alimentaire mondiale, ce sont la disponibilité des terres arables, de l'eau, de la main-d'œuvre, du savoir-faire, ainsi que des moyens financiers investis pour l'infrastructure et des agents de production qui déterminent le niveau de la production agricole, en termes de quantité et de portfolio. Pourtant,

dans un contexte où la demande se montre soutenue et où celle-ci fait évoluer les prix vers un niveau favorable, force est de constater que les facteurs de production ne sont pas illimités. Compte tenu de la surface limitée, de la topographie (dominée par des collines et des montagnes) et des coûts de production élevés qui en résultent, le chiffre des ventes des produits agricoles et le montant des paiements directs exercent une influence directe sur la production agricole en Suisse. Dans un petit pays comme la Suisse, c'est surtout le sol qui figure parmi les facteurs les plus menacés. Cependant, après une succession d'étés secs, l'approvisionnement en eau apparaît désormais aussi comme un sujet de préoccupation.

Le sol

En 2009, la Suisse disposait d'une surface agricole utile de 10557 km² (sans comp-

ter les pâturages d'estivage). Cette surface représente, en gros, un quart de la superficie totale du pays. Les terres arables occupent 4060 km². Cela correspond à une superficie entre celle du canton de Vaud et celle du canton du Valais. Suivant les sources, ce sont entre 8 et 11 hectares de terres cultivables qui disparaissent jour après jour en Suisse, soit entre 0,8 et 1,3 mètre carré par seconde. Chaque année, les pertes de terres cultivées avoisinent une surface correspondant à celle du lac de Walenstadt (24 km²). Par conséquent, la surface agricole utile se voit soumise à une très forte pression. Plusieurs raisons se trouvent à l'origine de cette situation. D'après la Statistique de la superficie, ce sont les surfaces d'habitat et d'infrastructure (progression annuelle de + 13,3%) et la forêt (+ 1,4%) qui exercent la plus grande concurrence sur les terres agricoles.

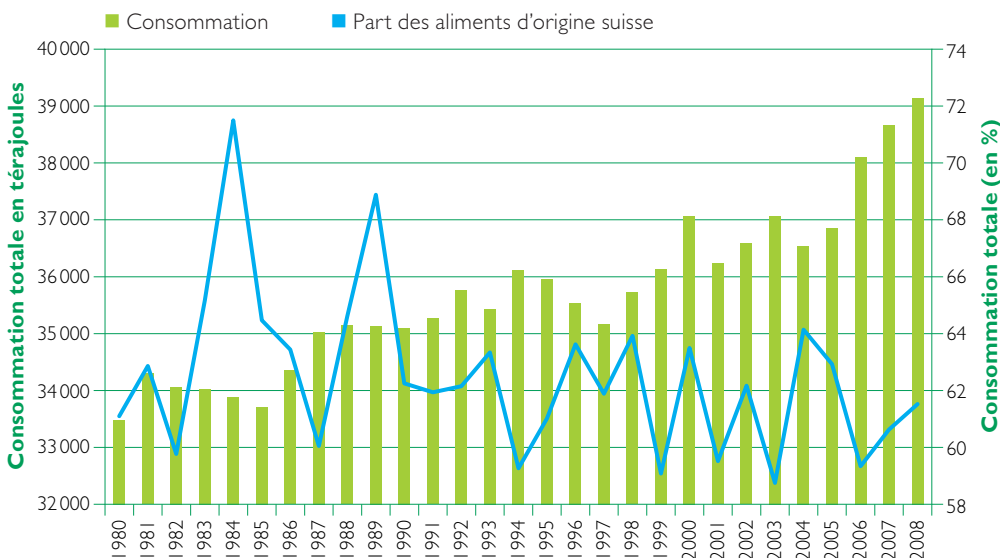
En plus de la raréfaction des terres cultivées, la croissance de la population en Suisse contribue aussi à ce que la surface utile disponible par habitant ne cesse de diminuer. En augmentation permanente, la population suisse a atteint la barre des 7,8 millions d'habitants en 2010. De ce fait, il ne reste plus que 14 ares de surface agricole utile par habitant à l'heure actuelle, dont 5 ares de terres arables (Fig. 17). A l'échelle mondiale, comme indiqué dans la **partie B1** (page 26), les terres disponibles par habitant s'élèvent encore à 21 ares, mais les prévisions tablent sur un recul à 15 ares d'ici à 2050.

L'eau

L'eau représente une composante essentielle de la production agricole. C'est pourquoi elle a été retenue comme facteur de production dans le chapitre précédent. En Suisse, véritable château d'eau de l'Europe, l'eau ne

Figure 16: Energie alimentaire consommée en Suisse et part de la production indigène.

Source: USP.





constitue en principe pas un facteur limité. L'irrigation s'avère seulement nécessaire pour certaines cultures, comme les légumes et les pommes de terre, afin de remplir les exigences de plus en plus pointues des acheteurs. Ces dernières années toutefois, les étés marqués par un approvisionnement en eau plus difficile et des problèmes dans les cultures non irriguées sont devenus plus fréquents. Sous l'effet du changement climatique, l'eau pourrait aussi devenir un bien rare en Suisse.

Une importance croissante est accordée aux importations d'eau virtuelle dans ce contexte (page 27). Le WWF (Sonnenberg et al. 2010) a calculé que la Suisse importe chaque année 6,5 km³ d'eau virtuelle, contenue dans des produits agricoles (y compris les denrées coloniales, les matières premières agricoles et le coton). Cela correspond environ au volume du lac de Thoue ou à 10 baignoires par personne et par jour. Il n'est pas facile de se prononcer sur ces importations d'eau virtuelle. Lorsque l'eau provient de pays qui disposent de ressources hydriques suffisantes, ces exportations restent peu problématiques. La Suisse importe cependant aussi beaucoup d'eau virtuelle en provenance de pays qui connaissent des difficultés d'approvisionnement en eau, comme l'Inde, Israël ou l'Afrique du Sud.

Autres ressources influençant l'offre

A côté des facteurs de production évoqués jusqu'ici, l'agriculture a également besoin d'une multitude d'agents de production. La dépendance croissante des importations de denrées fourragères dans la garde d'animaux de rente a donné lieu à des discussions controversées depuis quelques temps. La **figure 18** montre qu'en Suisse,

Figure 17: Surface agricole utile et terres arables par habitant.

Source: USP.

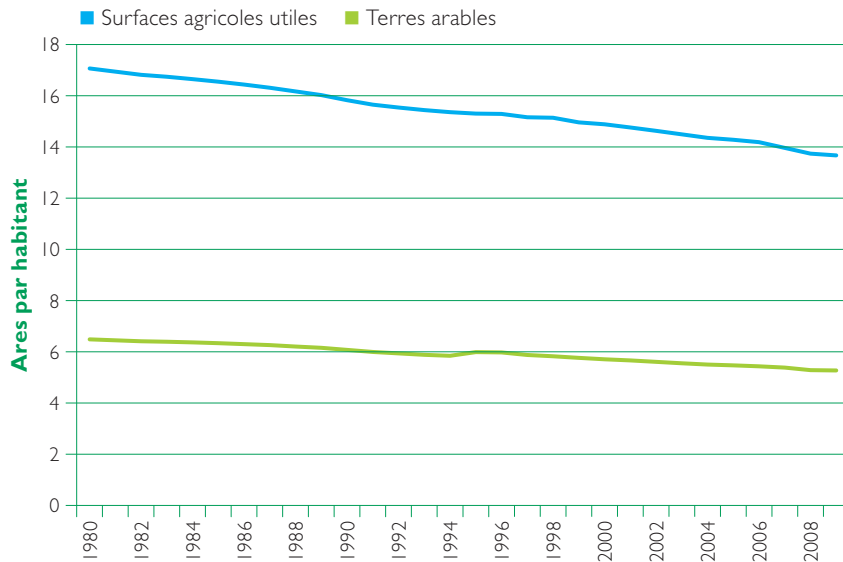
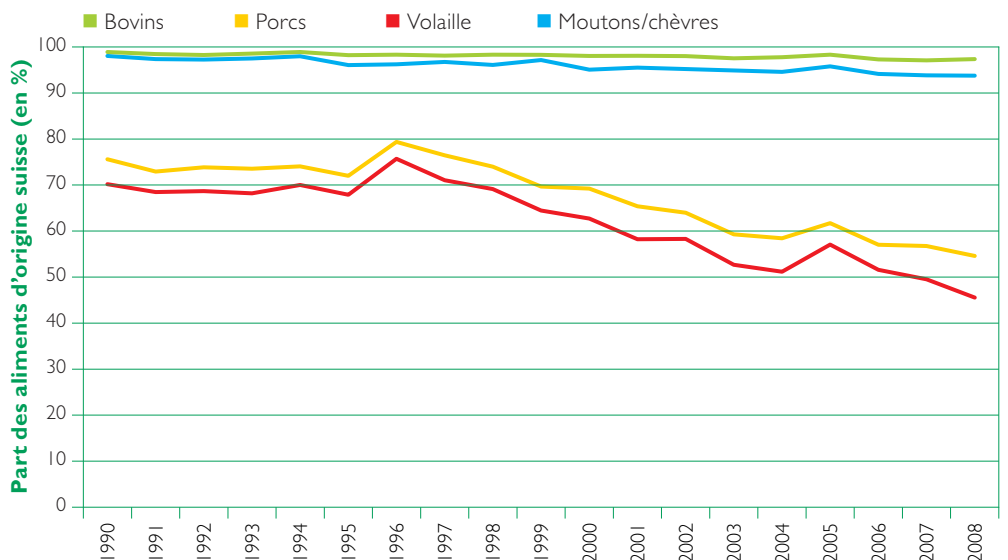


Figure 18: Part des aliments pour animaux produits en Suisse, en matière sèche, pour les principales catégories d'animaux. Source: USP.





qui est un pays d'herbages par excellence, le bétail consommant du fourrage grossier (comme les bovins, les ovins et les caprins) est essentiellement nourri avec des denrées fourragères du pays. En revanche, dans le cas des porcs et de la volaille, qui consomment surtout des aliments concentrés, la part des aliments d'origine suisse a baissé. Plusieurs raisons expliquent cette évolution. Comme la volaille et les œufs bénéficient d'un engouement, les agriculteurs ont développé la production dans ces filières. La baisse des prix à la production a toutefois aussi entraîné un recul de la production des denrées fourragères. En outre, l'interdiction d'utiliser des déchets de boucherie pour nourrir les animaux avait causé la disparition d'une source indigène d'aliments protéiques. Toutes ces circonstances

se trouvent à l'origine du recul de la part des aliments pour animaux d'origine suisse. Dans un pays d'herbages comme la Suisse, les fourrages grossiers restent cependant toujours le principal aliment pour animaux. Sur la totalité des aliments pour animaux, calculée en matière sèche, la part des aliments d'origine suisse a atteint un taux notable de 89% en 2008. Il convient cependant de noter que la part de la production indigène à la consommation totale du pays de 2008 baisse de 62 à 55% si elle est corrigée par rapport aux importations d'aliments pour animaux.

La dépendance des importations dans l'agriculture se révèle beaucoup plus prononcée dans le cas de certains agents de production que dans celui de ces aliments pour animaux

tant controversés (**Tab. 4**). Notamment les carburants utilisés pour les machines agricoles proviennent à 100% de l'étranger. Une grande majorité des engrais industriels est issue de l'importation. Compte tenu du rôle important joué par les engrais de ferme (purin, fumier), la dépendance de l'étranger se révèle néanmoins assez faible tous engrais confondus. Par conséquent, pour ce qui est de la disponibilité des moyens de production, l'agriculture connaît le même sort que les autres secteurs de l'économie, qui dépendent aussi des importations en raison de l'absence de matières premières en Suisse. Or, cette réalité est acceptée et incontestée dans les autres secteurs. Il s'avère pour ainsi dire impossible de donner des chiffres précis sur la dépendance des importations, étant donné qu'il n'existe

Tableau 4: Part des agents de production produits en Suisse. Source: USP.

Agents de production	Dépendance des importations (en %)	Commentaires
Semences et plants	25	Dépendance totale des importations dans le cas de certaines espèces végétales (betteraves sucrières)
Electricité	0	Importations en hiver et exportations en été. S'il est tenu compte des importations d'uranium, la part d'électricité produite en Suisse ne s'élève plus qu'à env. 60%.
Mazout	100	Dépendance totale des importations
Bois de chauffage	0	
Carburants et lubrifiants	100	Dépendance totale des importations
Engrais azoté	25	
Engrais phosphaté	15	
Engrais potassique	10	
Produits phytosanitaires	n.d.	Dépendance des importations relativement élevée. Les critères d'évaluation applicables dans les cas concrets ne sont toutefois pas définis.
Médicaments vétérinaires	n.d.	Dépendance des importations relativement élevée. Les antibiotiques, p.ex., proviennent tous de l'étranger. Les critères d'évaluation applicables dans les cas concrets ne sont toutefois pas définis.
Aliments pour animaux	11	Indication sur la base de la matière sèche (2008).
Machines et appareils	n.d.	L'industrie des machines agricoles est en très forte régression en Suisse. La plupart des entreprises ne s'occupent que de la commercialisation et du service après-vente.
Matériaux de construction	n.d.	Les principaux matériaux de construction (béton et bois) proviennent essentiellement de Suisse. De nombreuses matières premières, p.ex. tous les métaux, proviennent toutefois de l'étranger.



aucun critère d'évaluation reconnu et pertinent dans ce domaine. Comment serait-il par exemple possible de comparer les actifs de produits phytosanitaires, puisqu'ils présentent des concentrations très variables? Et faudrait-il tenir compte ou non, en considérant l'approvisionnement en électricité, des importations d'uranium destiné aux centrales nucléaires? Si l'on remonte jusqu'aux matières premières des machines et des appareils (métaux, caoutchouc), force est de constater que la Suisse dépend aussi à 100% de l'étranger.

Hausse continue de la productivité

Ce sont les progrès continus de la productivité qui ont permis de maintenir la part de la production suisse à un niveau constant par rapport à l'ensemble de la consommation de denrées alimentaires du pays, un fait exceptionnel au regard des conditions décrites plus haut. De manière générale, l'amélioration de la génétique, ainsi que les nouvelles méthodes de production, les technologies et la mécanisation se sont traduites par des progrès considérables dans la plupart des domaines de la

production agricole. Ainsi, à titre d'exemple, la production laitière par vache a augmenté en moyenne de près de 100 kilos par année. Les rendements moyens du blé d'automne ont plus ou moins doublé en cinquante ans, passant d'environ 3 tonnes par hectare à plus de 6 tonnes par hectare. De plus, tant la productivité des surfaces agricoles que la productivité du travail se sont accrues de manière spectaculaire. A l'avenir, les hausses de la production risquent toutefois de s'avérer moins importantes que par le passé en Suisse, étant donné que le potentiel existant est déjà bien exploité et que l'intégration d'aspects écologiques va gagner en importance.

Malgré l'augmentation de la productivité, le facteur «travail» continue de jouer un rôle important. A côté de la main-d'œuvre familiale, les employés extra-familiaux occupent toujours une place importante dans l'agriculture, p.ex. dans des filières intensives en travail comme les cultures fruitières et maraichères. La main-d'œuvre extra-familiale compte environ deux tiers de travailleurs

étrangers. La Pologne et le Portugal représentent les deux principaux pays d'origine de cette main-d'œuvre. La part élevée de main-d'œuvre étrangère s'explique en premier lieu par le faible niveau de salaire des travaux non qualifiés dans l'agriculture, souvent jugé insuffisant par les Suisses. Par conséquent, il est devenu difficile de recruter de la main-d'œuvre en nombre voulu.

Facteurs influençant la demande en denrées alimentaires

Comme décrit dans la partie consacrée à la situation internationale, ce sont en particulier l'évolution démographique et les habitudes des consommateurs qui déterminent la demande de denrées alimentaires. Du point de vue de l'agriculture suisse, la question de l'origine de la nourriture consommée occupe aussi une place essentielle dans ce contexte. Sera-t-il possible de maintenir, à l'avenir, le taux d'autosuffisance actuel qui avoisine les 60%?

Evolution démographique et habitudes des consommateurs

Malgré un taux de natalité modeste, la population de la Suisse n'a cessé de croître ces dernières années en raison de l'immigration. A l'heure actuelle, la Suisse compte quelque 7,8 millions d'habitants. Dans ses scénarios de l'évolution démographique (OFS, 2010), la Confédération table sur une poursuite de l'accroissement de la population de la Suisse au cours des cinq prochaines décennies. La population résidente permanente de la Suisse devrait atteindre 8 983 000 habitants en 2050, ce qui correspond à une croissance de 14%. Il en résulte un rythme de croissance moyen de 0,3% par année. A partir de 2055, la population devrait se stabiliser aux alentours de neuf millions d'habitants.

Nourriture produite et consommation réelle

La consommation de denrées alimentaires de la population suisse est calculée par la division USP Statistique, à l'échelon de la production et du commerce extérieur, dans le bilan alimentaire (USP 2010). Le principal paramètre de mesure utilisé est l'énergie métabolisable, c'est-à-dire la part d'énergie sous forme d'aliments que le corps peut effectivement absorber pour ses besoins. Bien entendu, les besoins qui résultent de ce calcul se révèlent beaucoup plus élevés que la consommation réelle, à savoir la nourriture qui est mangée en réalité. Cette différence s'explique par le fait qu'il n'a pas encore été tenu compte des pertes qui se produisent lors du stockage, du transport, dans le commerce et les ménages. En effet, des pertes substantielles résultent notamment de la détérioration des denrées périssables et de la nourriture jetée à la poubelle. Le bilan alimentaire chiffre la nourriture produite par personne et par jour à 13,5 MJ d'énergie métabolisable. Par contre, pour ce qui est de la consommation réelle, les nutritionnistes estiment qu'elle n'exède pas 9 à 10 MJ d'énergie métabolisable par personne et par jour. Cela signifie que près de 40% de la nourriture produite est perdue sans jamais avoir été consommée.





La consommation totale de denrées alimentaires n'a cessé d'augmenter ces dernières années en raison de la croissance de la population. Exprimés en énergie métabolisable, les besoins de la Suisse s'élèvent aujourd'hui à 39 000 térajoules d'énergie sous forme d'aliments. Cela équivaut environ à 10,8 milliards de kilowatt-heures, soit un peu plus que la production annuelle d'électricité de la centrale nucléaire de Leibstadt (AG). Quelque 24 000 térajoules d'énergie sont produits sous forme d'aliments en Suisse, ce qui correspond à la part précitée de 60% de la consommation totale. Il convient de relever que la part de la production suisse s'avère nettement plus élevée pour les denrées d'origine animale (93%) que pour celles d'origine végétale (46%). Dans le cas des produits laitiers, le taux d'autosuffisance dépasse même le seuil de 100%, ce qui place la Suisse au rang de pays exportateur net dans ce domaine **(ann. I)**.

Les denrées alimentaires d'origine végétale, en particulier les céréales, le riz, le sucre et les huiles végétales, couvrent les deux tiers des besoins en énergie. En 2008, un Suisse a consommé en moyenne 140 kg de produits laitiers, 94 kg de légumes, 89 kg de fruits, 70 kg de céréales et de riz, 53 kg de viande, 47 kg de pommes de terre et d'amidon, 46 kg de sucre et de miel, 11 kg d'œufs, 10 kg de noix et de cacao, ainsi que 9 kg de poisson et de fruits de mer. Cela équivaut, pour 2008, à 703 kg de nourriture par habitant. Au cours des dernières décennies, la consommation par habitant de viande et de fruits a reculé, tandis que celle de sucre, de légumes et de poisson a progressé. Dans le cas de la viande, la consommation de viandes de bœuf, de veau et de porc a connu une forte baisse, tandis que celle de volaille s'est orientée à la hausse. Il apparaît donc que la consommation de viande

augmente dans de nombreux pays émergents, tandis qu'elle montre une tendance à la baisse, certes à un niveau toujours élevé, en Suisse.

Dynamique de l'offre et la demande nationale

Si les scénarios de l'OFS, qui ne prévoient qu'une croissance modérée de la population, se confirmaient à l'avenir, il devrait être possible de maintenir à son niveau actuel la part de la production indigène à la consommation totale du pays. Pour ce faire, il sera essentiel de mieux protéger les terres cultivées et de réduire les pertes élevées de surfaces qui se produisent à l'heure actuelle.

Il existe cependant divers autres facteurs, dont il faut tenir compte, mais qui demeurent largement imprévisibles. A ce titre, il faut mentionner le changement climatique, car il pourrait, par exemple, bouleverser l'approvisionnement en eau, bien que celui-ci soit encore assuré pour le moment.

Il convient aussi d'évoquer le cadre politique et juridique dans lequel l'agriculture suisse doit évoluer. Ainsi, d'une part, les paiements

directs et, de l'autre, la protection douanière exercent une influence directe sur les recettes et les revenus des familles payannes et, partant, sur la production agricole en termes de quantité et de portfolio. Un éventuel aboutissement des négociations à l'OMC, la conclusion d'accords de libre-échange, au même titre qu'un nouveau système des paiements directs pourraient tous conduire à un changement profond de la situation actuelle.

Grâce à un pouvoir d'achat actuellement élevé, la consommation Suisse ne dépend pas exclusivement de la production et de la transformation indigènes. De ce fait, le pays pourrait accroître, à discrétion et sans difficulté, ses importations de matières premières agricoles et de denrées alimentaires transformées. En revanche, il perdrait ainsi l'influence directe sur la production et deviendrait davantage tributaire des développements sur le marché mondial **(Partie BI)**. Quant à savoir si la nourriture restera toujours aussi bon marché et disponible en quantités illimitées sur le long terme, il est permis d'en douter. Les turbulences provoquées par

Souveraineté alimentaire (définition de Via Campesina, congrès de la FAO en 1996)

«La souveraineté alimentaire est un droit international qui laisse la possibilité aux pays ou aux groupes de pays de mettre en place les politiques agricoles les mieux adaptées à leurs populations sans qu'elles puissent avoir un impact négatif sur la population d'autres pays.»

En Suisse, le Parlement a accepté l'initiative parlementaire de Jacques Bourgeois demandant que la loi sur l'agriculture soit modifiée comme suit: La Confédération veille à ce que l'agriculture, par une production répondant à la fois aux exigences du développement durable, à celles du marché et à celles de la souveraineté alimentaire, contribue substantiellement à l'approvisionnement suffisant de la population. Elle assure la couverture de manière prépondérante des besoins de la population par une production indigène de qualité, durable et diversifiée.

la crise alimentaire de 2007/2008 ont montré que la situation peut changer rapidement sur les marchés internationaux.

La troisième partie de ce chapitre va s'intéresser de plus près au thème de la souveraineté alimentaire de la Suisse et aux conséquences que cela implique pour la politique.

B3 SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE: QUELLE (IN)DÉPENDANCE VOULONS-NOUS ET POUVONS-NOUS ASSUMER?

Face aux tendances prévisibles d'évolution, notamment la croissance démographique, les changements climatiques et la diminution des ressources comme le sol et l'eau, la tentation est grande de baser la stratégie de développement sur une prophétie du malheur. A quoi ressemblera le contenu de nos assiettes à l'horizon 2050? Nous sommes aussi responsables de prendre, aujourd'hui, des décisions de manière à pouvoir assurer qu'en 2050, les menus qui nous seront servis soient suffisants, diversifiés et de qualité.

La Suisse dans l'économie mondiale

En tant que petit pays, la Suisse est encore plus fortement intégrée dans l'économie mondiale que d'autres Etats et dépend de l'étranger pour son approvisionnement. En même temps, des secteurs importants de l'économie dépendent de l'exportation de biens et de services. Il y a longtemps que le peuple suisse a choisi la voie de l'indépendance, soucieux de préserver sa souveraineté et de conserver ses propres spécificités. Par sa tradition diplomatique et humanitaire,

par sa neutralité et en tant que pays abritant plusieurs organisations internationales, la Suisse est aussi impliquée dans les problématiques mondiales, en particulier la problématique de l'alimentation au niveau de la planète. Elle le fait dans le cadre de l'aide au développement, d'accords bilatéraux avec différents pays, mais aussi en développant une politique agricole qui ne crée pas de distorsions sur les marchés mondiaux. Au vu des développements à l'échelle mondiale et de la situation spécifique de la Suisse, l'USP s'engage pour une stratégie de développement du secteur agricole suisse axée sur les principes de la souveraineté alimentaire.

Les principes d'une souveraineté alimentaire adaptée aux conditions suisses

La souveraineté alimentaire constitue une notion nouvelle et complexe, pouvant faire l'objet d'interprétations les plus diverses. Il s'agira à présent d'intégrer cette notion dans la loi sur l'agriculture, étant donné que le Parlement suisse a accepté une initiative

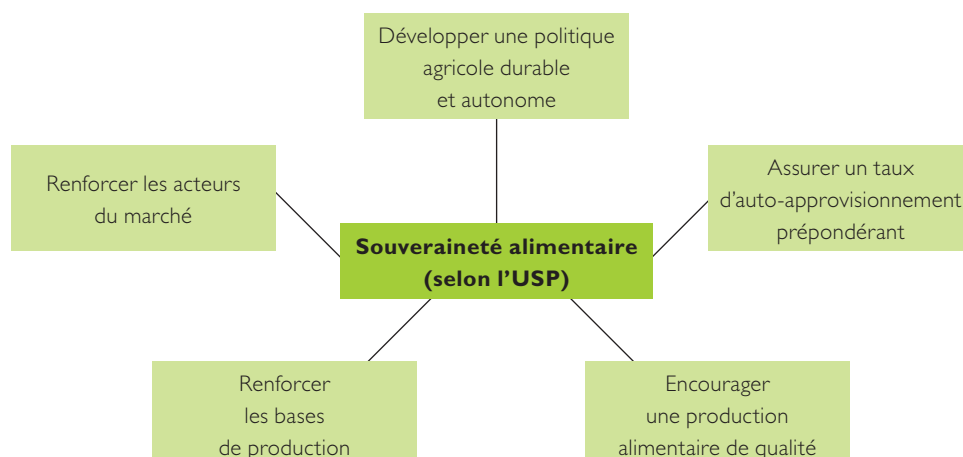
parlementaire dans ce sens. C'est la Via Campesina, un mouvement international de petits paysans et de travailleurs agricoles, qui a donné une première définition de ce principe lors d'un congrès de la FAO en 1996 (**voir encadré**).

Le principe de la souveraineté alimentaire a été défini en priorité pour permettre à des pays en voie de développement de réorganiser leur politique agricole. Dans le cas de la Suisse, il nécessite des adaptations afin de tenir compte des conditions spécifiques du pays. Mais, tant dans le cas de la Suisse que dans celui des pays en voie de développement, cette souveraineté alimentaire privilégie une agriculture de proximité pour un approvisionnement local. Pour l'USP, la démarche doit s'appuyer sur les cinq axes suivants (**Fig. 19**):

I. Développer une politique agricole durable et autonome

La durabilité reprend les composantes traditionnelles, à savoir les aspects écologiques,

Figure 19: Les cinq axes de la souveraineté alimentaire. Source: USP.





sociaux et économiques. Deux points revêtent de l'importance au niveau économique: le maintien des savoir-faire et des compétences ainsi que l'obtention de revenus décents pour tous les acteurs de la filière. Pour ce dernier point, l'USP considère que l'objectif n'a pas pu être atteint dans le cadre de la politique agricole actuelle: les revenus des agriculteurs sont restés très faibles, et les déficits par rapport aux groupes comparables n'ont pas été diminués. Pour le maintien des savoir-faire et des compétences, l'USP s'investit au niveau de la formation agricole, de la vulgarisation et de la recherche. L'approche sociale se retrouve dans des revenus décents, mais aussi sous la forme d'un contrat de société à maintenir entre la population paysanne et non paysanne. L'approche écologique, concernant l'eau, le sol, l'air et la biodiversité, doit mettre l'accent en priorité sur des aspects qualitatifs. En outre, comme la Suisse n'est pas un pays membre de l'UE, elle garde une grande liberté pour mettre en place une politique agricole conforme à ses propres idées et aux attentes de la population.

2. Assurer un taux d'auto-provisionnement prépondérant

L'objectif est de conserver un taux d'auto-provisionnement de l'ordre de grandeur de 60%, en étant attentif à certains produits de première nécessité. La situation au niveau des intrants, en particulier au niveau des fourrages, doit aussi être abordée et une diminution de la dépendance doit être recherchée. Les mesures au niveau de la sécurité alimentaire font partie intégrante des principes de souveraineté alimentaire.

3. Encourager une production alimentaire de qualité

Il est primordial que les secteurs agricole et agro-alimentaire de la Suisse se concentrent

sur des produits de haute qualité, que ce soit pour l'approvisionnement du marché intérieur ou l'exportation. La production doit tout d'abord reposer sur des approches générales garantissant une base de qualité élevée, par exemple dans le cadre du respect des prestations écologiques requises et de standards élevés de protection des animaux. Il est ensuite important de maintenir et de développer la qualité intrinsèque des produits (goût, teneurs, forme, couleur, texture, etc.). Enfin, la communication joue un rôle central dans ce contexte. Une déclaration d'origine claire (Swissness) s'avère indispensable pour que les avantages de cette stratégie de qualité puissent être mis en avant avec succès sur le marché.

4. Renforcer les bases de production

Le point central du renforcement des bases de production réside dans la protection qualitative et quantitative des sols agricoles. Les surfaces agricoles ne doivent pas être considérées comme des surfaces résiduelles de plus faible valeur; leur protection doit être mise sur un pied d'égalité avec celle de la forêt. L'USP va présenter ses revendications en la matière dans le cadre de la révision en cours de la loi sur l'aménagement du territoire. Il y a lieu d'analyser et de prévenir les différentes dégradations des sols (érosion, tassement, pollution, etc.). Dans le cadre d'une demande croissante en denrées alimentaires, un hectare de surface agricole en moins en Suisse, c'est un hectare en plus ailleurs. A terme, l'approvisionnement en eau pourrait aussi devenir un problème plus fréquent en Suisse. Il apparaît indispensable de mener des réflexions sur les possibilités d'irrigation et de la mise en place de nouvelles pratiques culturales, dans le but de pouvoir mieux faire face à des périodes de sécheresse.

5. Renforcer les acteurs du marché

Dans un marché qui sera de plus en plus ouvert, il est nécessaire de mettre en place de nouveaux outils, d'autant plus qu'il existe un déséquilibre des forces entre le secteur de production et le secteur de la distribution. Il est aussi fort probable que les prix des produits agricoles sur les marchés vont devenir beaucoup plus volatiles à l'avenir. Les mesures proposées sont les suivantes: fonds d'intervention, observation des prix et des marges, optimisation du fonctionnement des organisations de producteurs et des interprofessions, assurances revenus, plus grande marge de manœuvre dans le cadre de l'application de la force obligatoire, règles de contractualisation dans le cadre des relations commerciales, etc.

Par l'application de ces principes de souveraineté alimentaire, l'agriculture suisse veut contribuer de manière prépondérante à l'alimentation des habitants de notre pays, de manière à ce qu'ils ne se fassent pas de souci pour le contenu de leurs assiettes pour les prochaines années.







Annexe

44

ANNEXE I: APPROVISIONNEMENT EN DENRÉES ALIMENTAIRES EN SUISSE PAR GROUPES DE DENRÉES ALIMENTAIRES 2008

Source: USP.

Groupes de denrées alimentaires	Consommation totale		Production indigène		En terajoules énergie métabolisable					
	Total en terajoules	Par habitant et par jour KJ	en terajoules	en % de la consommation totale	Exportations	Variation des stocks de denrées alim. indig.	Consommation de denrées alim. indig.	Importations	Variation des stocks de denrées alim. import.	Consommation de denrées alim. import.
Céréales	8 260	2 886	4 766	58	1 367	486	3 485	5 372	25	4 775
Pommes de terre, amidon	1 076	376	927	86	52	19	856	220	0	220
Sucre, sirop, miel	5 879	2 054	4 199	71	4 969	311	3 888	6 527	-433	1 991
Légumineuses, cacao	1 148	401	25	2	1 380	0	25	2 503	0	1 123
Légumes	797	278	366	46	76	25	340	532	0	457
Fruits	1 622	567	524	32	647	-81	525	1 664	0	1 097
Huiles, graisses végétales	5 515	1 927	940	17	267	60	881	5 033	131	4 634
Boissons	1 977	691	380	19	14	-3	369	1 600	-8	1 608
Denrées alimentaires végétales	26 274	9 180	12 127	46	8 772	817	10 369	23 451	-285	15 905
Viande	4 753	1 661	3 938	83	50	0	3 888	865	0	865
Œufs	513	179	225	44	34	0	191	322	0	322
Poissons, mollusques	428	149	4	1	2	0	4	426	0	424
Lait, produits laitiers ^a	5 724	2 000	6 341	111	1 160	166	5 015	709	0	709
Graisse animales ^b	1 452	507	1 448	100	136	81	1 231	221	0	221
Denrées alimentaires animales	12 870	4 496	11 956	93	1 382	247	10 329	2 543	0	2 541
dont produits laitiers ^b	7 108	2 484	7 761	109	1 271	244	6 246	862	0	862
Denrées alimentaires total	39 144	13 676	24 083	62	10 154	1 064	20 698	25 994	-285	18 446

^a sans le beurre

^b y compris le beurre



ANNEXE 2 BIBLIOGRAPHIE PARTIE B

Partie B1

BAD: Rohstoffverfügbarkeit für Mineraldünger – Perspektiven unter hohen Energiekosten und begrenzten Ressourcen, BAD, Francfort 2007.

Bundesanstalt für Geowissenschaften und Ressourcen: Kurzstudie 2009; Reserven, Ressourcen und Verfügbarkeit von Energierohstoffen, BGR, Hanovre 2009.

Bruinsma Jelle: The resource outlook to 2050: By how much do land, water and crop yields need to increase by 2050? FAO, Rome 2009.

FAO: World agriculture: Towards 2030/2050; Prospects for food, nutrition, agriculture and major commodity groups; Interim Report, FAO, Rome 2006.

FAO: Perspectives de l'alimentation; analyse des marchés mondiaux, FAO, Rome 2009.

FAO: Situation des forêts du monde 2009, FAO, Rome 2009.

FAO: Agriculture: Achieving sustainable gains in agriculture, FAO, Rome 2010.

FAO: Faim: définitions de base; <http://www.fao.org/hunger/basic-definitions/fr/> (14.2.2010), FAO, Rome 2010.

FAOSTAT: Bases de données statistique de la FAO; <http://faostat.fao.org>, FAO, Rome 2009/2010.

FAOWATER: The world is thirsty because it is hungry, FAO, Rome 2009.

Fischer Günther et al.: Global Agro-ecological Assessment for Agriculture in the 21st Century: Methodology and Results, IIASA, Laxenburg 2002.

IAASTD: Global Report, IAASTD, USA 2009.

IFPRI: Land Grabbing by Foreign Investors in Developing Countries: Risks and Opportunities, IFPRI, Washington 2009.

UNESCO-IHE: Virtual Water Trade; Proceedings of the international expert meeting on virtual water trade, Hoekstra A. Y., Delft 2003.

IWMI: L'eau pour l'alimentation – L'eau pour la vie, IWMI 2007.

OCDE-FAO: Perspectives agricoles 2009–2018, FAO, Paris/Rome 2009.

UN Population Database: World population prospects: The 2008 Revision; Population Database (<http://esa.un.org/unpp/>), 2008.

USDA (2009/10): Production, Supply and Distribution online (PSD), USDA, Washington 2009/2010.

Partie B2

Kurmann Fridolin: Famine, dans: Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), <http://hls-dhs-dss.ch/textes/d/D16226.php> [consulté le 5.8.2010].

Union Suisse des Paysans (USP): Statistiques et évaluations concernant l'agriculture et l'alimentation 2009, Chapitre 6: Alimentation, USP, Brugg 2010.

A. Sonnenberg, A. Chapagain, M. Geiger, D. August et W. Wagner: Der Wasser-Fussabdruck der Schweiz, WWF, 2010.



Impressum

46

COLLABORATION AU RAPPORT DE SITUATION

Editeur / Diffusion

Union Suisse des Paysans
Laurstrasse 10
5201 Brugg
Téléphone 056 462 51 11
Téléfax 056 441 53 48
www.sbv-usp.ch
info@sbv-usp.ch

Direction du projet

Département Economie et politique
Tamar Hosennen et Martin Pidoux

Collaboration

Chantal Aeby Pürro
Martin Brugger
Nadine Degen
Francis Egger
Daniel Erdin
Silvano Giuliani
Nejna Gothuey
Christophe Hauser
Sandra Helfenstein
Thomas Jäggi
Brigitte Meier
Martin Pidoux
Hans Rüssli
Irene Vonlanthen

Conception graphique

MACH Corporate & Werbung, 5401 Baden
Téléphone 056 204 01 20
www.machbaden.ch

Mise en pages

USP Administration

Traduction

USP Traduction

Révision

Korrektorat Wort & Schrift, 5400 Baden
Téléphone 056 221 77 53

Prix

CHF 20.– par exemplaire
CHF 15.– dès 10 exemplaires
Prix hors TVA (2,4%) et frais d'envoi

Imprimerie

Binkert Druck AG
Baslerstrasse 15
5080 Laufenburg
Téléphone 062 869 79 79
www.binkert.ch

Imprimé sur papier avec certificat FSC
pour la gestion durable des forêts.

Photos

Bildunion GmbH (Photo de couverture)
agriculture.ch: Séverine Curiger (S. 4), Regula Scherrer (S. 5), Nicolas Heiniger (S. 8), Werner Klauser (S. 10), Beat Remund (S. 11), Hendrik Fuchs (S. 12), Catherine Bridevaux (S. 13, 29), Michel Bressoud (S. 14), Reto Gambon (S. 15), Nicolas Descombaz (S. 16), Olivier Veraguth (S. 17), Christian Bieri (S. 18), Pia Betschart-Schelbert (S. 19), Marlène Rézenne (S. 20), Henri Bernhard (S. 21), Laurent Thierrin (S. 22), Susanna Dieterle (S. 23), Erwin von Arx (S. 34), Susi Luternauer (S. 35), Verena Frey (S. 36), Roselyne Ponchel (S. 44), Philipp Schmittem (S. 45), Lukas Lipp (S. 46)
Sandra Helfenstein, SBV (S. 25, 26, 27, 33)
Martin Pidoux, SBV (S. 28)
Swissaid (S. 30)
Nadine Degen, SBV (S. 31, 32, 41)
Landor (S. 37)
BauernZeitung, Bern
Union Suisse des Paysans, Brugg

Neutre pour le Climat

www.climatepartner.com
599-53213-1110-1070



